11e année — N° 211 — 25 Novembre 1935 Prix : 2 francs

la Révolution prolétarienne

REVUE BIMENSUELLE SYNDICALISTE RÉVOLUTIONNAIRE

DANS CE NUMÉRO :

ADMINISTRATION ET RÉDACTION, 54, rue du Château-d'Eau — PARIS (10e)

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue bimensuelle syndicaliste révolutionnaire
(Paraissant le 10 et le 25)

◆

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Trois mois	10 fr.
Six mois	20 »
Un an	40 »

EXTERIEUR

Trois mois	13 fr.
Six mois	26 »
Un an	50 »

◆

ADRESSER LA CORRESPONDANCE
concernant la Rédaction et l'Administration à la *Révolution Prolétarienne*
54, rue du Château-d'Eau, Paris-10e

◆

PERMANENCE :
Tous les soirs, de 18 à 19 heures

◆

Téléph. : BOTzaris 21-02

◆

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS
notre compte chèques postaux :
Révolution Prolétarienne 734-99 Paris

SOMMAIRE DU No 211

(25 novembre 1935)

La Ligue Syndicaliste

La Ligue Syndicaliste se propose :

De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser le maximum d'action contre le patronat et contre l'Etat ;

De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales ;

De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale, d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

Vers une nouvelle mystification ?

(*Suite et fin*) (1)

Ce que *je* veux? Ce que *je* propose? Mais... rien, car n'étant pas apprenti dictateur et n'ayant dans ma poche aucun plan mirifique de société future, je n'ai rien à vouloir ou à proposer; et je m'en tiens fermement à cette formule de Proudhon, que quiconque, pour organiser le travail, fait appel à l'Etat et au Capital, *en a menti,* car l'organisation du travail, c'est *la déchéance commune et simultanée de l'Etat et du Capital!* Une révolution, ce n'est pas simplement un déplacement de l'autorité politique, ce n'est pas simplement substituer à « Petit Pierre » ou à Tartempion, Blum, Thorez ou Daladier; une révolution, c'est la *puissance sociale* qui passe d'une classe à une autre classe, c'est un changement radical dans le rapport respectif des forces sociales, et le transfert de l'hégémonie politique, par exemple, de la Noblesse à la Bourgeoisie, comme dans la révolution de 89, ou de la Bourgeoisie au Prolétariat, comme dans la révolution de *x* années, puisque nous sommes encore obligés de la mettre au futur. La seule question qui se pose est donc celle-ci : la classe ouvrière est-elle assez puissante, socialement, pour imposer son primat politique? Et cette puissance sociale, est-ce dans les partis politiques, qui prétendent la représenter, qu'elle se montre et se manifeste? Nous disons, nous, syndicalistes, que c'est dans les syndicats que cette puissance sociale se réalise et que les syndicats sont à la classe ouvrière ce que les communes furent à la bourgeoisie (c'est Marx qui a établi cette équation); et nous ajoutons que tant que le prolétariat se contentera de se faire représenter par des partis politiques et d'agir par *personnes interposées* ou *langues courantes,* comme disait Proudhon, il restera *mineur,* il n'aura pas la puissance sociale, il ne sera pas capable de frapper au cœur le capitalisme et, avec lui, l'Etat, son fondé de pouvoir. Il sera trahi, berné, bafoué, dupé par tous ses soi-disant représentants, qui seront tous, une fois au pouvoir, des renégats et passeront au service de la classe qui conserve la puissance sociale, en l'espèce la Bourgeoisie. Il n'y a pas plus de *bon* représentant qu'il n'y a de *bon* patron; la *formule représentative*, nous dit Proudhon, n'est plus de mise! Mais la classe ouvrière reste extraordinairement timide et croit, non à sa capacité politique, mais... *aux capacités*; elle continue à se rassembler autour des urnes électorales, pour se choisir des représentants, qui se donnent à elle comme des *capacités* et ne sont en général que d'invraisemblables *médiocrités,* tout juste bonnes à la lâcher à la première occasion; et, malgré une expérience déjà riche en déconvenues cruelles et en mécomptes amers, elle continue, après avoir été bernée par Alexandre, Aristide ou « Petit Pierre », à *croire* en Paul ou en Jacques! Cette candeur serait touchante, si elle n'était lamentable! Traduirait-elle donc une *incapacité* foncière, congénitale, incurable ? Les sceptiques s'empresseront de le dire et railleront cette autre candeur, non moins touchante et non moins insondable, des intellectuels désintéressés, qui continuent, eux, à croire en la « capacité politique des classes ouvrières » et à fonder, par conséquent, toutes leurs espérances sociales sur l'essor possible d'un syndicalisme vraiment autonome et, partant, vraiment révolutionnaire.

⁂

Je relis cette préface que Sorel a mise à une nouvelle édition de l'*Avenir socialiste des syndicats,* que le *Mouvement socialiste* a publiée en 1905 et qui se trouve dans les *Matériaux d'une théorie du Prolétariat,* morceau véritablement magistral et du meilleur Sorel. « Trois propriétés importantes sont à relever dans la thèse de la grève générale, écrit-il (p. 59) :

« 1° Tout d'abord, elle exprime, d'une manière infiniment claire, *que le temps des révolutions de politiciens est fini* et qu'ainsi le prolétariat refuse de laisser se constituer de nouvelles hiérarchies. Cette formule ne sait rien des droits de l'homme, de la justice absolue, des constitutions politiques et des parlements; elle ne nie pas seulement le gouvernement de la bourgeoisie capitaliste, mais encore toute hiérarchie plus ou moins analogue à la hiérarchie bourgeoise. Les partisans de la grève générale entendent faire disparaître tout ce qui avait préoccupé les anciens libéraux : l'éloquence des tribuns, le maniement de l'opinion publique, les combinaisons des partis politiques. Ce serait le monde renversé; mais le socialisme n'a-t-il pas affirmé qu'il entendait créer une société toute nouvelle? Plus d'un écrivain socialiste, trop nourri des traditions de la bourgeoisie, ne parvient pas cependant à comprendre une telle *folie anarchiste*; il se demande ce qui pourrait succéder à la grève générale : il n'y aurait de possible qu'une société organisée suivant le plan même de la production, c'est-à-dire la véritable société socialiste.

« 2° Kautsky affirme que le capitalisme ne peut être aboli fragmentairement et que le socialisme ne peut se réaliser par étapes. Cette thèse est inintelligible, quand on pratique le socialisme parlementaire : en effet, quand un parti entre dans une assemblée délibérante, c'est avec l'espoir d'obtenir des concessions de ses adversaires, et l'expérience montre qu'en effet il en obtient. Toute politique électorale est évolutionniste, en admettant même que, très souvent, elle n'oblige pas à anathématiser le principe de la lutte de classe. La grève générale est une façon d'exprimer la thèse de Kautsky d'une manière concrète : jusqu'ici, on n'a donné aucune formule qui puisse remplir le même office.

« 3° La grève générale n'est point née de réflexions profondes sur la philosophie de l'histoire; elle est issue de la pratique. Les grèves ne seraient que des incidents économiques d'une assez faible portée sociale, si les révolutionnaires n'intervenaient pour en changer le caractère et en faire des épisodes de la lutte sociale. Chaque grève, si locale qu'elle soit, est une escarmouche dans la grande bataille qu'on nomme la grève générale. Les associations d'idées sont ici tellement simples qu'il suffit de les indiquer aux ouvriers en grève pour faire d'eux des socialistes. Maintenir l'idée de guerre paraît aujourd'hui plus nécessaire que jamais, alors que tant d'efforts sont faits pour opposer au socialisme la paix sociale. »

Et je veux encore citer les lignes suivantes, qui ne sont pas moins remarquables :

---

(1) Voir la première partie de cette étude n° 210 du 10 novembre.

« Le capitalisme n'a pas mal réussi dans ce qu'on a appelé son aveuglement et sa folie. Si la bourgeoisie avait écouté les hommes pratiques, savants et moraux, elle aurait eu horreur du désordre qu'elle créait par son activité industrielle, elle aurait demandé à l'Etat d'exercer un pouvoir modérateur, elle se serait traînée dans une ornière conservatrice. Marx a décrit, en termes magnifiques, l'œuvre prodigieuse qui a été réalisée *sans plan, sans chef* et *sans raison* : « Elle a, comme « personne ne l'avait fait avant elle, montré de « quoi est capable l'activité humaine. Elle a réa- « lisé de tout autres merveilles que les pyramides « d'Egypte, les aqueducs romains et les cathé- « drales gothiques; elle a accompli de tout autres « campagnes qu'invasions et croisades. » La bourgeoisie a opéré révolutionnairement, et contrairement à toutes les idées que les sociologues se font d'une activité puissante et capable d'aboutir à de grands résultats. La révolution a été fondée sur la transformation des instruments de production, faite au hasard des initiatives individuelles; on pourrait dire qu'elle a opéré suivant un mode *matérialiste*, puisqu'elle n'a jamais été dirigée par l'idée des moyens à employer pour réaliser la grandeur d'une classe ou d'un pays. Pourquoi le prolétariat ne pourrait-il pas suivre la même voie et marcher de l'avant, sans s'imposer aucun plan idéal ? Les capitalistes, dans leur fureur novatrice, ne s'occupaient nullement des intérêts généraux de leur classe ou de leur patrie; chacun d'eux ne considérait que le plus grand profit immédiat. Pourquoi les syndicats subordonneraient-ils leurs revendications à de hautes vues d'économie nationale et ne pousseraient-ils pas à fond leurs avantages, quand les circonstances leur sont favorables? La puissance et la richesse de la bourgeoisie furent basées sur l'autonomie des directeurs d'entreprise. Pourquoi la force révolutionnaire du prolétariat ne serait-elle pas basée sur l'autonomie des révoltes ouvrières? »

Je pourrais encore citer d'autres passages, tout aussi suggestifs, de cette préface magistrale; mais il faut se borner et l'on doit certainement penser que j'abuse, en général, des citations. Tout le morceau est à lire et à relire, d'ailleurs, d'un bout à l'autre, si l'on veut bien comprendre l'esprit qui animait alors le syndicalisme révolutionnaire et la *nouveauté* vraiment inouïe qu'il constituait — une nouveauté capable de scandaliser toutes les sagesses et de bousculer toutes les routines. Depuis, avec la *grande guerre* et la *grande crise*, tout a bien changé; la bourgeoisie est devenue incroyablement *réactionnaire*, même sur le terrain économique, et s'épouvante des progrès qu'elle a réalisés et qu'elle serait tentée de maudire, pour faire machine en arrière, renoncer à la science, modérer les inventions techniques, limiter le machinisme et se donner à l'Etat, chargé de diriger l'économie et de réaliser la stabilité sociale par l'absence de toute concurrence et de toute lutte. L'autonomie des directeurs d'entreprise a disparu; tout est trustifié, cartellisé et subordonné à de soi-disant mirifiques plans d'économie dirigée; et si, comme dit Sorel, la puissance et la richesse de la bourgeoisie étaient basées sur l'autonomie des directeurs d'entreprise, est-il étonnant que l'impuissance et la pauvreté du capitalisme actuel soient produites par cette *économie planifiée*, qui devait engendrer l'ordre et l'harmonie et ne produit que la misère générale? La bourgeoisie actuelle se meurt de peur; elle a peur de tout, de la science, de la machine, de la culture, de son ombre; elle thésaurise et, au lieu de réemployer hardiment ses capitaux, elle les serre craintivement et frileusement dans ses coffres; elle ne pense plus à augmenter ses recettes, mais, uniquement, à réduire ses dépenses, pour vivre une vie de petit-bourgeois, virtuose d'une économie ménagère, où l'art de ne pas dépenser devient l'art suprême et tient lieu de génie; et l'Etat lui-même est conçu à l'image de ce petit-bourgeois, qui réduit sans cesse son train de maison, pour réaliser un équilibre budgétaire désormais irréalisable ; et, confite en cette peur morbide, où le ramollissement cérébral la guette, elle attend son salut d'un Sauveur, d'un Dictateur, de quelque *Napoléon social*; elle se donne à un Mussolini, à un Hitler, à un... Casimir; elle est fasciste, dans l'unique espoir de réduire à l'impuissance un prolétariat, dont l'existence seule, pourtant malheureusement assez nécessaire, la fait transir d'épouvante et lui fait perdre cette *confiance* mirifique, qui résoudrait une crise insoluble!

Nous n'avons donc plus, en face de nous, un capitalisme hardi, novateur, allant de l'avant, et suivant uniquement un instinct puissant de création économique libre et indépendante, mais une bourgeoisie qui semble paralysée, qui se recroqueville dans ses limites nationales, elle qui était, en somme, si hardiment internationaliste et qui, dans ces limites étroites, ne sait plus comment sortir d'une crise devenue anormale et affolante par une durée qui semble indéfinie : protectionnisme, nationalisme, voire un racisme imbécile et dérisoire, et... fascisme, ce produit culminant et nauséabond d'une bourgeoisie aux abois, qui fut naguère... libérale, tels sont les mots d'ordre actuels! Mais, en face de cette bourgeoisie décadente et réactionnaire, dans le sens le plus fort du mot, avons-nous un prolétariat tel que le comportait et souhaitait la théorie sorélienne du syndicalisme révolutionnaire? Hélas! non — nous avons un prolétariat qui, depuis la guerre, est retombé, plus que jamais, sous la curatelle des partis politiques, socialistes ou communiste, et subordonne son activité à... l'*intérêt général*, celui de Paris ou celui de Moscou! *L'autonomie des révoltes ouvrières* n'est plus qu'un souvenir d'avant-guerre et nous sommes à la veille d'une nouvelle *Union sacrée*! Le temps des révolutions de politiciens n'est nullement fini, la grève générale, qui semblait l'annoncer, cette fin, est devenue une arme entre les mains des politiciens : c'est la *grève générale politique*, à qui Sorel opposait la *grève générale prolétarienne;* le « Front populaire » nous prépare même une nouvelle mystification politicienne, qui ne le cédera en rien à toutes celles déjà connues, et cette *unité syndicale*, tant désirée, si elle semble enfin à la veille de se réaliser, c'est moins encore sous la poussée des masses que parce que nos communistes, sur l'injonction à peine secrète de Moscou, ont bien voulu s'y prêter, sans doute pour aboutir à cette union sacrée française nécessaire à la politique de Staline et que souhaite aussi maintenant notre Jouhaux national, pour mieux faire sa partie dans les coulisses du futur gouvernement des gauches.

Bien mieux ou bien pis! Le prolétariat se sent, à l'heure actuelle, si subordonné, si *dépendant*, qu'il recherche l'appui de ces classes moyennes, si justement nommées *résidu historique*; et nous avons vu les néo-socialistes, dont, s'il vous plaît, un ancien du *Mouvement* de Lagardelle, aujourd'hui d'ailleurs membre, comme ministre de... l'insalubrité publique, du ministère Laval, le ministère des décrets-lois, de l'accord du 7 janvier et des événements de Brest et de Toulon, arborer comme mots de ralliement : « *Ordre, Autorité, Nation* », tout comme les fascistes eux-mêmes! Et dans ce fameux Bloc ouvrier-paysan, que voulaient constituer nos électoraux, les

paysans de cette paysannerie française condamnée à mort par l'histoire et l'économie moderne, donneront bientôt, sans doute, le *la* ! Le « Front populaire » s'est constitué sous l'impulsion des communistes, eux-mêmes aux ordres de Moscou, et devenus, je le répète — ô surprise ! — plus *modérés* que les socialistes; on cherche le programme introuvable qui puisse rallier les radicaux et constituer une plate-forme électorale convenable pour les élections de 1936; et l'on espère, en mai prochain, revenir des urnes en triomphateurs, avoir une Chambre nettement à gauche et former un grand ministère de concentration... rouge, avec Daladier, Blum et Thorez. Mais, à supposer, encore une fois, que Casimir — les rassemblements Croix de Feu semblent se multiplier — veuille bien attendre ces élections, sans déclencher la guerre civile, et c'est douteux, que pourra faire ce « grand ministère », avec des hommes comme Daladier et Chautemps, qui nous ont déjà valu le 6 février ? Il n'est pas difficile de prévoir que nous marchons à une nouvelle faillite des gauches, dont le fascisme pourrait bien, cette fois, sortir triomphant.

⁂

Je reprends le thème proudhonien : Le gouvernement personnel et despotique est impossible; le gouvernement représentatif est impossible; le gouvernement est impossible ! Ce thème *anarchiste* paraîtra-t-il insensé, utopique, incapable d'arrêter un seul instant un esprit sérieux et qui ait quelque peu le sens des réalités? Nous avons tous, je le sais, le préjugé du chef, le préjugé de l'Etat, le préjugé gouvernemental; notre formation religieuse, scolaire et politique nous l'a fait sucer, ce préjugé, avec le lait, et nous sommes tous convaincus que, *sans gouvernement*, c'est le désordre, la pagaïe, le chaos, *l'anarchie* au sens vulgaire du mot. Mais, ô bonnes gens, ô puissants génies, qui croyez tous posséder dans les limites de votre cervelle, malgré tout étroite, la formule magique de l'ordre, de l'organisation et de l'harmonie sociale, ne vous êtes-vous donc pas encore aperçus de cette vérité pourtant éclatante, que, précisément, c'est le gouvernement, qui est le désordre initial et fondamental, et qui l'entretient, ce désordre, pour conserver sa raison d'être? S'il ne s'agit que de faire marcher les gens au pas cadencé ou au pas de l'oie, s'il ne s'agit que d'avoir une troupe bien alignée et bien *en main*, comme on dit, s'il ne s'agit que de « mettre en boîte » (c'est cela... organiser, pour le commun des mortels), oh! sans doute, on comprend encore ce fameux préjugé du chef omniscient et omnipotent; et encore, même au point de vue militaire, les armées *serviles* ne sont-elles pas bien inférieures aux... *baïonnettes intelligentes* ? Les « bandes de Valmy » n'ont-elles pas mis en déroute les armées de Brunswick, et les armées de Sambre-et-Meuse n'ont-elles pas copieusement rossé les armées de la Coalition ? Plus récemment, l'armée rouge, cette armée improvisée, n'a-t-elle pas battu et refoulé les armées de Denikine, Wrangel et Cie ? Napoléon lui-même, le grand organisateur, le Démiurge omnipotent, le Despote éclairé, dont le souvenir prestigieux hante toujours nos bonnes gens pour les entretenir dans le préjugé du chef, n'a-t-il pas déclaré lui-même qu'à la guerre c'était le *moral* qui l'emportait sur l'organisation et la science militaire la plus consommée? M. Tout-le-Monde, je vous le dis, a plus d'esprit que M. de Voltaire : laissez à un groupe d'hommes son autonomie, que, dans ce groupe, chacun ait de l'initiative, de l'allant, de la foi, de l'enthousiasme, et vous verrez les prodiges que réalisera ce groupe et combien il sera supérieur à vos *automates* bien dressés et bien organisés! Mais vous vous défiez tous, et les démocrates jacobins plus que personne, de l'initiative, de l'allant, de l'enthousiasme populaires, à la puissance pourtant vraiment électrique; il n'est si petit chefaillon, qui ne se croie plus indispensable à la bonne marche d'une entreprise quelconque, que *ces masses*, pour lesquelles il nourrit un mépris bien conditionné et bien recuit du haut de son petit *génie* transcendant; ce préjugé du chef indispensable, omniscient et omnipotent, préjugé intellectualiste au premier... chef, préjugé petit-bourgeois (la petite bourgeoisie est habituée à recevoir, bouche bée, de la grande, ses directions sociales), préjugé d'intellectuels qui se sentent tous une vocation gouvernementale irrésistible et providentielle, est si enfoncé dans nos cervelles que nous méconnaissons les évidences les plus évidentes; et les bourdes, les stupidités les plus imbéciles, dont pourtant tout chef est coutumier et qui font de l'armée — ce cœur de l'Etat — un vrai *sottisier*, n'arrivent pas à nous dessiller les yeux et l'entendement sur la *vanité* du commandement et du gouvernementalisme. La discipline, dit-on, fait la force principale des armées! Cela n'a pas empêché les armées allemandes si bien disciplinées d'être battues en 1914, et — il y en a des exemples historiques abondants et topiques — on a toujours constaté la supériorité écrasante des *baïonnettes intelligentes* sur les *automates* des armées d'un quelconque Ancien régime!

Mais inutile, d'ailleurs, de remonter haut dans l'histoire : nous avons sous les yeux l'exemple de ce fascisme prestigieux qui devait tout remettre en ordre; nous avons Mussolini, Hitler, Staline, qui ont voulu redonner à la notion de l'Etat une force nouvelle. Est-ce que, vraiment, l'on peut dire qu'ils aient... réussi? *Non datur dominium in economia:* le peuple italien meurt de faim, le peuple allemand meurt de faim et le peuple russe n'est pas mieux loti! Mussolini, pour nourrir son peuple, se voit obligé — recours classique et suprême des dictatures aux abois — de faire la guerre; car il faut, n'est-ce pas? ou piller son peuple ou piller ses voisins; c'est l'alternative et la rançon inévitables de tout gouvernementalisme! En vérité, si quelque chose pouvait guérir du préjugé du chef, c'est le spectacle même du fascisme impuissant et stérile. Oh! je sais, ils en ont plein la bouche, de leur Mussolini, tous nos intellectuels; c'est un *grand homme*, un *nouveau César*, un *nouveau Napoléon;* ne touchez pas à un cheveu de sa tête, ne parlez pas de lui appliquer quelque sanction, si douce soit-elle, ils déclareront plutôt *guerre à la guerre*, en déclenchant... la guerre civile (1) ! Mais si

(1) S'il y a quelque chose d'ahurissant et qui montre à plein la stupidité inouïe de nos nationalistes, c'est bien leur attitude actuelle. Ils vont, dans leur aveuglement de *partisans* et leur ardeur philomussolinienne, jusqu'à reprendre aux révolutionnaires leur mot d'ordre de *guerre à la guerre* et de *guerre à condition*, comme de vulgaires *objecteurs de conscience!* Henri de Kérillis, Léon Daudet et Charles Maurras hurlent à qui veut les entendre qu'ils ne marcheront pas *pour* les Ethiopiens et *contre* Mussolini. Fort bien — mais voilà un exemple à suivre à la première occasion et un exemple autorisé donné par nos patriotes 100 % eux-mêmes! *L'Action* dite *Française* est-elle donc devenue *Action* plus *italienne* que *française* ? Nos réactionnaires imbéciles montrent bien, par là, que la Patrie, qu'ils disent *au-dessus des Partis*, n'est pour eux qu'*un parti*, et nous savions du reste que les classes riches ont toujours sacrifié la Patrie à leurs intérêts matériels. Elles sont, actuellement, pour l'Italie contre l'Angleterre, mais n'est-ce pas, *du point*

vous leur demandez ce qu'il a fait de *si grand,* ce Mussolini prestigieux, ils vous regarderont avec hauteur, mais ne vous répondront rien : ne cherchez pas, d'ailleurs; ce qu'il a fait de *grand,* mais il a réduit à l'impuissance et au silence le prolétariat italien, il a préservé l'Italie de la... révolution — et cela suffit, n'est-ce pas? Hitler aussi se vante d'avoir sauvé l'Europe du communisme, et si nos intellectuels le trouvent un peu *sauvage* et *grossier,* s'il n'est pas tout à fait à leur goût de... délicats, s'ils lui préfèrent décidément Mussolini, n'en doutez pas, ils lui gardent tout de même une certaine tendresse, et ce Boche, ce Barbare, a tout de même du bon! Lui aussi a réduit au silence et à l'impuissance le prolétariat allemand!

Et c'est l'essentiel! Qui donc, en France, réduira au même silence et à la même impuissance le prolétariat français ? Casimir, avec ses Croix de Feu? Ah! voyez-les : dans ce conflit italo-éthiopien, ils sont tous pour l'Italie, Mussolini leur est si cher, que ces nationalistes lui sacrifieraient l'intérêt français le plus évident, et ces *partisans* ont une politique extérieure digne de... Gribouille ! Le *sage* Buré a beau le leur dire : ils n'écoutent, ces Français 100 %, que leur passion partisane; ils ne veulent pas faire la guerre pour l'Ethiopie, mais ils la feraient bien pour Mussolini, je vous prie de le croire; ils se sentent solidaires du *grand homme;* car, pensez donc : si le fascisme croulait en Italie, mais ce serait demain les Soviets partout, et la civilisation occidentale dans le plus grave péril; il paraît, en effet, que les Ethiopiens, ces *noirs,* ces *barbares,* ces *arriérés,* menacent l'Occident, en menaçant... la sécurité de l'Italie! *On me l'a dit, il faut que je me venge!* Le bon La Fontaine, en écrivant le « Loup et l'Agneau », livrait évidement l'Occident à la ruée des Barbares, et il faut prendre, n'est-ce pas? le parti du loup. Aussi bien, le vieux lion britannique, ce repu, a-t-il bien le droit de reprocher sa fringale au pauvre loup italien... affamé (1) ?

⁂

Le gouvernement est impossible! Je l'ai écrit : nous avons fait, en France, depuis 150 ans, l'expérience de *tous* les gouvernements et de toutes les constitutions politiques possibles et imaginables. Que nous reste-t-il à faire? Il ne reste de possible, en vérité, que... l'*an-archie,* le *non-gouvernement,* conclusion fatale et invincible de toutes nos évolutions politiques et sociales. Le « Front populaire » nous prépare un nouveau plat gouvernemental à la sauce soi-disant rouge, à la sauce tomate; et l'échec est couru d'avance! Et cet *élan populaire* qui, depuis le 6 février a soulevé les masses de ce pays, allez-vous, de bon cœur, le canaliser et l'enliser dans une nouvelle mare gouvernementale? Toujours l'éternelle défiance des masses! Toujours... des lions conduits par des ânes! Et vous, ô masses toujours dupées, toujours roulées, toujours bernées et bafouées, allez-vous vous laisser faire encore une fois? La grève générale, vous a dit Sorel, ne sait rien des constitutions et des parlements, elle veut non seulement abattre le gouvernement de la bourgeoisie capitaliste, mais aussi *rendre impossible toute nouvelle hiérarchie à la mode bourgeoise.* Allons, grouillez-vous, guérissez-vous une bonne fois des individus, et inaugurez enfin cet ordre nouveau de la République syndicale et coopérative, c'est-à-dire la reconnaissance solennelle et triomphante du... Non-Gouvernement! L'unité syndicale est en voie de réalisation : ne laissez pas cette unité devenir une *unité gouvernementale,* masse de manœuvre entre les mains de Paris ou de Moscou! Qu'un syndicalisme vraiment révolutionnaire en sorte — et non un syndicalisme de pacotille, rose ou cramoisi, mais toujours dépendant d'un parti socialiste ou communiste. Les destinées de l'Europe et du monde sont entre vos mains, et il appartient, encore une fois, aux masses françaises de reprendre en main le drapeau de la liberté révolutionnaire, que la bourgeoisie, ignominieusement, a laissé tomber. O patrie, patrie française, *patrie de l'éternelle Révolution !* s'écriait Proudhon, réveille-toi, mère, et lève-toi! L'Italie, l'Allemagne et la Russie avaient encore un certain *retard historique* à rattraper; il leur fallait achever la construction de leur unité nationale, terminer ici l'œuvre de Cavour, là l'œuvre de Bismarck et, plus loin, celle de Pierre-le-Grand : que ce soit leur excuse, s'il en est une, et leur justification! Mais nous, Français, encore une fois, notre unité nationale est depuis longtemps faite et archi-faite, et nous avons *usé* jusqu'à la corde toutes les constitutions politiques possibles. Il ne reste qu'à sortir de l'ornière politicienne et gouvernementale, pour fonder un *ordre nouveau,* l'*ordre des libres producteurs,* qui résorberont en leurs libres républiques syndicales toute la superstructure du vieil Etat régalien et napoléonien. Que donc, selon la prédiction de Marx, la révolution européenne éclate au cri du coq gaulois! Le fascisme n'aura été que le dernier soubresaut — le soubresaut de l'agonie — du vieux monde, essayant de dresser devant la Révolution un front gouvernemental capable de la faire reculer; mais... trop tard! On ne remonte pas le cours de l'histoire; on ne refait pas l'Ancien Régime, même en le caricaturant et en le colorant aux couleurs nouvelles. Le fascisme, en prétendant exploiter les deux thèmes — le thème national et le thème social — et en s'appelant *national-socialisme,* reconnaît par cela même l'inévitabilité et l'invincibilité du thème social. Mussolini, Hitler, Staline passeront — mais la Révolution, elle, ne *passera* pas! Qu'elle éclate donc, encore une fois, au cri retentissant du coq gaulois! Que le « Front populaire » ne soit pas seulement une mascarade et une cohue; mais que, derrière lui, il y ait des masses syndicales profondes et résolues, qui ne laisseront pas se tramer et s'accomplir une nouvelle mystification gouvernementale.

Edouard BERTH.

---

de vue national, une folie pure ? L'Union franco-britannique a-t-elle donc cessé d'être la base de la paix européenne? O *pectora cœca!* O aveuglement de la passion partisane !

(1) Si, encore, Mussolini n'avait pas joint l'hypocrisie au cynisme! Mais se prétendre *agressé,* quand on est aussi manifestement *l'agresseur,* c'est un comble ! Notre *grand homme* manque, décidément, d'allure! J'aurais compris que, narguant et bravant la Société des Nations et l'Angleterre, il eût dit : je prends l'Ethiopie, j'en ai besoin, faites ce que vous voudrez, comme nous fîmes en 1830, quand la France mit la main sur Alger, malgré les représentations de la Grande-Bretagne ; mais jouer l'agneau, quand on est le loup, ce n'est plus de mise! L'Italie peut, en toute équité, depuis le Traité de Versailles, se dire défavorisée par les ex-Alliés; on n'a pas tenu, à son égard, les promesses du Traité de Londres; Clemenceau, à la Conférence, n'eut pour elle que dédain et sarcasmes; tout cela est vrai et l'Italie est fondée à réclamer sa part dans le butin du monde, où l'Angleterre et la France se sont taillé leur impériale part; mais, alors, il faut réviser le Traité de Versailles: est-ce que, par hasard, nos nationalistes seraient devenus *révisionnistes ?* Les *pays du Travail* ont toute raison de réclamer aux *pays du Capital* une redistribution de la carte du globe; mais nos Français 100 % sont-ils disposés (la France fait évidemment partie des *pays du Capital*) à admettre cette réclamation ?

PARMI NOS LETTRES

Sanctions ou pas sanctions ?

Comme annoncé nous publions plus loin les lettres reçues des camarades Ida Mett et Nicolas Lazarevitch et du camarade Lemire, à propos de l'article de Louzon sur le conflit italo-éthiopien. Nous faisons suivre ces deux lettres de la réponse de Louzon. C'est notre habitude.

Il n'est pas inutile de rappeler à ce propos que la *Révolution prolétarienne* n'est pas un mouvement organisé, qu'elle est une revue dont le « noyau » n'est en somme que le conseil d'administration et de rédaction — et qu'elle entend bien demeurer une revue, rester une coopérative intellectuelle ouvrière, selon la formule de sa naissance, en 1925. Il s'ensuit que, sans exception, chacun des articles qu'elle publie — sauf, évidemment, ceux qui sont expressément signés du « Noyau » — représente la contribution personnelle de chacun des collaborateurs à l'effort commun. On n'est donc pas fondé à dire comme le font nos amis, que l'article de Louzon exprime un point de vue collectif.

Revue de libre discussion entre révolutionnaires sincères et désintéressés, il n'est pas, pour la *R. P.*, de catéchisme : toutes les questions peuvent, dans ses pages, être débattues librement. Tous ceux de nos camarades qui auront leur mot à dire dans le débat ouvert aujourd'hui — rappelons la lettre d'Yvon publiée dans le dernier numéro — doivent le dire. Ce faisant, ils participeront à une discussion tout à fait nécessaire, et que nous regrettons d'ailleurs de n'avoir pas ouverte plus tôt. — M. Ch.



Lettre d'Ida Mett et N. Lazarevitch

Nous avons lu et relu l'article du camarade Louzon, « l'heure décisive », et ne saurions vous dire combien nous sommes en désaccord avec la thèse qui y est développée; nous regrettons que le Noyau tout entier n'ait pas tenu à préciser que la question restait en discussion et que l'article n'impliquait pas la responsabilité de la revue tout entière. Pour ceux qui connaissent la position habituelle des collaborateurs de la R. P., cela semble particulièrement étonnant, car nous croyons que ledit article ne saurait correspondre à l'avis de tous les membres du Noyau.

Nous sommes certainement d'accord avec Louzon que l'on puisse, « en se réclamant avec une sincérité égale de mêmes principes et poursuivant de mêmes buts », arriver à « adopter des positions diamétralement opposées » ; cela n'exclut néanmoins pas qu'une attitude erronée peut amener à servir en fin de compte les ennemis du prolétariat; le « Manifeste des 16 » est un exemple de ce genre; Kropotkine, dont la sincérité semble incontestable, partant de l'idée du centralisme, propriété spéciale des Etats de l'Europe Centrale, finit par aboutir à donner une aide morale importante à l'union sacrée. Nous craignons que l'article de Louzon ne devienne lui aussi un point de départ dans la même direction.

Que Louzon ait une sympathie et une sensibilité très développées pour les peuples coloniaux opprimés, nous le savions. Cette attitude se justifie en grande partie. Mais de là à arriver à distinguer entre un impérialisme négatif et positif, à prendre au sérieux la politique pacifiste de l'impérialisme anglais, cet impérialisme qui a réussi à contaminer les Trade-Unions mêmes, arriver à employer dans la R. P. des termes de « France et Angleterre », comme le font d'habitude les gens méconnaissant les notions de lutte de classes, alors que Louzon plus qu'un autre nous a si souvent montré qu'il ne s'agissait là que d'entités servant à masquer la défense d'intérêts capitalistes!

Ainsi, Louzon nous propose d'accepter le concours de « ces messieurs du Foreign Office, même de la Home Fleet »; cela veut dire en toutes lettres notre adhésion non seulement aux sanctions économiques et financières, mais aussi aux sanctions militaires, c'est-à-dire à la guerre; nous voilà donc, prolétaires, invités à marcher pour un impérialisme gavé contre un impérialisme affamé. Que devient en tout cela l'internationalisme prolétarien ?

D'accord avec Louzon que la situation actuelle (comme d'ailleurs celle de 1914) comporte des éléments contradictoires; mais l'internationalisme, s'il n'est pas une fiction, doit guider les militants ouvriers en temps de guerre comme en temps de paix. C'est lui seul, par-dessus toutes les subtilités de la logique et de l'analyse, qui doit inspirer les pensées et les actions de la classe ouvrière.

Certainement le prolétariat, s'il n'est pas une fiction lui aussi, mais une classe allant vers la conquête du pouvoir, devrait s'opposer à la guerre italo-abyssine. Mais si pour des raisons multiples, se résumant pour la plupart au manque de cohésion politique et de solidarité de classe d'un côté et aux défaillances dans le domaine de l'organisation d'autre part, le prolétariat n'arrête pas directement la guerre en appliquant la seule sanction prolétarienne possible — la grève générale de tous ceux qui travaillent directement ou indirectement pour la guerre, — il serait pourtant criminel de l'entraîner à aider, ne fût-ce que provisoirement, un impérialisme quelconque, fût-ce même pour la défense de l'Abyssinie.

Là-dessus, nous semble-t-il, les internationalistes ne peuvent avoir deux opinions différentes sans risquer de compromettre une fois de plus jusqu'à la notion de l'internationalisme et avec elle le socialisme lui-même.



Lettre d'Albert Lemire

J'attendais, non sans impatience, le point de vue de la R. P. sur le conflit italo-anglais, que j'espérais conforme au véritable internationalisme ouvrier. Je dois avouer ma déception.

La crise d'anglomanie aiguë dont le mouvement ouvrier est atteint ne laisse de me surprendre et de m'inquiéter.

L'étude publiée le 25 octobre par le camarade Louzon démontre clairement que la contagion a gagné jusqu'aux éléments les mieux aguerris.

Il est possible que je ne comprenne rien aux hautes considérations de politique internationale, mais je n'arrive pas à « piger », malgré l'argumentation extrêmement déductrice de Louzon, qu'une excellente façon de servir la paix serait de s'abriter derrière le Foreign Office et la Home Fleet.

Pour un temps et sur un plan strictement bourgeois, cela peut être défendable, mais sur le plan révolutionnaire c'est une position qui conduirait rapidement sur un terrain très dangereux. En effet, une entente cordiale entre l'Allemagne hitlérienne et une France à tête de mort pourrait certainement assurer la paix en Europe, car devant un tel bloc l'U.R.S.S. renoncerait à ses vues d'action préventive. De plus, elle pourrait également justifier le communiqué Laval-Staline, parce que, si nous acceptons la Home Fleet pour lutter contre le fascisme italien, il ne reste plus de raison valable de refuser le concours éventuel de Weygand et de Vorochilov contre le nazisme allemand.

En admettant même que l'intérêt de la paix coïncide pour l'heure avec celui de l'Angleterre, devons-nous abandonner l'internationalisme ouvrier pour les arguments « frappants » que représentent les soutes à obus de la Home Fleet ? Alors, c'est l'union sacrée à toute vapeur.

Je crains fort que l'anglomanie actuelle n'aboutisse à aggraver la confusion des esprits, que, sans sauvegarder la paix, elle ne brise irrémédiablement les possibilités révolutionnaires que contient en puissance tout conflit armé et que cela ne précipite la désagrégation des forces prolétariennes enlisées dans le marais de l'Union sacrée.

Il est grand temps que les forces révolutionnaires renouent la tradition de lutte des Liebknecht et des Rosa Luxembourg qui combattraient à la fois les bandits de Rome, les assassins de l'Inde et les tortionnaires de l'Indochine. La route de l'internationalisme prolétarien passe par Kienthal et Zimmerwald plutôt que par Suez et Aden.

◇◆◇

Réponse de Louzon

Il y a deux manières de lutter contre la guerre.

L'une est d'affirmer qu'on est contre la guerre et de déclarer que la paix ne pourra être réalisée que par l'internationalisme prolétarien. C'est là une action fort utile; c'est une action de propagande indispensable. Mais, à elle seule, elle est, à mon avis, insuffisante.

La seconde, qui en est le complément, consiste — lorsqu'on se trouve en présence d'un conflit qui menace ou a éclaté — à prendre position sur ce conflit particulier afin d'empêcher qu'il n'éclate ou, s'il a éclaté, l'arrêter. Or, si on fait cela, on se trouve presque toujours faire nécessairement le jeu de l'une ou l'autre des parties en cause parce que, presque toujours, il y a l'une ou l'autre des parties qui a, momentanément au moins, intérêt à la paix ; on se trouve presque toujours, qu'on le veuille ou non, favoriser contre d'autres certains intérêts impérialistes, et par suite avoir, qu'on le veuille ou non, une action du même sens que ces intérêts impérialistes.

Est-ce une raison suffisante pour ne rien faire ? Doit-on se dire : défendre l'indépendance de l'Abyssinie, c'est contribuer à assurer la sécurité de l'Empire britannique ; comme nous ne voulons être pour rien dans la défense de l'impérialisme britannique, laissons l'Italie faire la guerre à l'Abyssinie ? Je ne le pense pas.

Mais il est certain que cette action parallèle qu'on se trouvera ainsi devoir mener avec certains éléments nationalistes ou impérialistes comporte de graves dangers. Ceux-ci peuvent cependant être évités à deux conditions.

La première, c'est de *ne pas être dupes*. C'est d'avoir pleine conscience que ce n'est pas parce qu'on agit momentanément dans le même sens qu'on est mû par les mêmes idées et les mêmes intérêts. Rien donc de l'union sacrée. L'union sacrée, c'est l'union de deux classes opposées pour la défense d'intérêts soi-disant communs (la « patrie »), supérieurs aux intérêts de classes. Duperie qu'il faut éviter à tout prix, et c'est pourquoi j'ai consacré la majeure partie de l'article que nos camarades incriminent à montrer l'intérêt impérialiste de la bourgeoisie britannique dans la question éthiopienne.

La seconde condition pour que l'action parallèle entreprise ne puisse risquer de tourner au détriment de la classe ouvrière, c'est que ce soit celle-ci qui *mène le jeu*. C'est qu'elle prenne dans l'action la plus grosse part possible afin d'en avoir, en fait, le plus possible la direction.

Or, c'est ce qui se produit dans l'actuel conflit. C'est la classe ouvrière britannique, ce sont ses trade-unions qui, les premières, ont pris position, nettement et vigoureusement, dans le conflit; ce sont ses délégués syndicaux qui, au nom du seul intérêt de la paix, se sont, à peu près seuls jusqu'ici, déclarés prêts à tout pour forcer Mussolini à la paix. La bourgeoisie anglaise et son gouvernement n'ont fait que suivre. C'est l'impérialisme du capitalisme britannique qui s'est mis, plus ou moins, à la remorque du pacifisme du prolétariat britannique, — et non le contraire.

Pour moi, je considère que c'est là une très grande chose et que, de ce fait, le dernier congrès des trade-unions marquera une date capitale dans l'histoire du mouvement ouvrier, car c'est la première fois qu'une classe ouvrière assume un rôle dirigeant dans la politique internationale.

J'ai déploré souvent ici que le prolétariat n'ait pas de politique internationale, qu'il se contente de rester dans les généralités, affirmant tout juste un internationalisme de principe et la condamnation générale de la guerre, mais n'osant ou ne pouvant prendre position sur les conflits entre nations tels que, concrètement, ils se posent.

C'est au prolétariat anglais, ce prolétariat que nous avions l'habitude de considérer pourtant comme le plus « national » des prolétariats, comme celui qui se désintéressait le plus de tout ce qui ne le touchait pas directement, qu'est revenu l'honneur d'avoir pratiqué, le premier, dans un cas concret, une politique « extérieure » précise, pacifiste et internationaliste.

Le jour où ce ne sera plus seulement le prolétariat britannique, ou celui de tel ou tel autre pays, qui agira ainsi, mais où ce sera l'organisation *internationale* du prolétariat elle-même, l'Internationale syndicale, qui, chaque fois qu'un conflit entre nations se produira (et il s'en produira tant qu'il y aura des nations !), le *jugera* et apportera l'appui du prolétariat mondial à la solution qu'elle aura dite, quels que soient les intérêts nationaux ou impérialistes que cette solution se trouvera, en fait, favoriser, et quels que soient les appuis dont son action se trouvera ainsi « bénéficier », un progrès immense vers l'internationalisme aura été accompli, car une idée ne progresse que *si elle est pratiquée*.

Affirmer l'internationalisme est une chose facile; le pratiquer en jugeant, du seul point de vue internationaliste, les conflits qui mettent aux prises les nations est beaucoup plus difficile mais beaucoup plus efficace que de refuser de s'en mêler parce qu'on veut tout ignorer des nations et ne pas risquer d'en favoriser certaines contre d'autres.

Il est admis à peu près par tout le monde, et avec raison je crois, que si l'Etat français et l'Etat anglais s'étaient opposés tous deux résolument à la guerre éthiopienne, Mussolini n'aurait pas osé passer outre, et la guerre n'aurait pas eu lieu. L'Angleterre étant unanime à s'opposer à la guerre, la bourgeoisie par impérialisme, le prolétariat par pacifisme, restait la France. Celle-ci est, comme on le sait, divisée, à peu près en deux, sur la question. Quand il en est ainsi, certains appoints, bien que faibles par le nombre, peuvent être décisifs. Ainsi l'appoint des anarchistes fut décisif, en 1900, pour la victoire du dreyfusisme. Si l'appoint anarchiste avait pu obliger l'Etat français à prendre position contre Mussolini et à empêcher ainsi la guerre, nos camarades auraient-ils pris la responsabilité de refuser cet appoint qui, de toutes manières, aurait été également un appoint pour la sécurité de l'Empire britannique ?

⁂

Staline le Grand D'un abonné parisien ce billet :

Je vous signale le début d'un rapport officiel, établi en U. R. S. S. par un aéronaute après une ascension, et paru dans la Pravda *du* 25 *septembre* 1935.

Voici le morceau :

« Au guide génial du prolétariat mondial, au camarade Staline le Grand... »

Textuel.

Dix ans après la Révolution, Napoléon se faisait donner de l' « *Altesse* » *et de la* « *Majesté* ». *Décidément, plus ça change...*

Aux Camarades de l'Enseignement

L'*Action Syndicaliste*, organe des syndicalistes révolutionnaires de l'Enseignement, continue encore sa parution cette année, les fonds en caisse permettant de l'éditer sans exiger de nos camarades d'efforts financiers supplémentaires. Le n° 1 va sortir incessamment. Au sommaire : Le congrès de la C.G.T. (Thévenon); Front Populaire et syndicalisme (Richard); L'organisation de la C. G. T. (Barrué), etc...

Abonnez-vous : 5 francs par an à verser au c./c. 43.746 Bordeaux (J. Barrué, 39, rue A.-Comte, Talence (Gironde).

Texte à reprendre au cours des fusions

Nul ne peut se servir de son titre de confédéré ou d'une fonction de la Confédération dans un acte électoral quelconque.

Les fonctionnaires confédéraux et les membres de la C.E. ne pourront faire acte de candidature à une fonction politique. Leur acte de candidature implique d'office la révocation des fonctions qu'ils exercent.

Ce texte est celui de l'article 7 des statuts de la C. G. T. U. Adopté en 1922 à St-Etienne — sur le rapport du camarade Dudilieux — il n'a pas, que nous sachions, été abrogé depuis. En le reprenant au cours des fusions, nos amis parviendront, sans doute, à obtenir l'unanimité, les militants de la C. G. T. U. ne pouvant, semble-t-il, repousser une disposition de leurs propres statuts.

L'ORGANISATION DE DEMAIN

Revenons aux principes du syndicalisme

La reconstitution de l'unité syndicale a mis à l'ordre du jour les questions d'organisation. Les statuts actuels et leur interprétation courante peuvent-ils entraîner une renaissance du syndicalisme? Ou bien faut-il les modifier, et dans quel sens ?

Avant la guerre

Il est, je crois, indispensable de remonter en arrière et d'exposer rapidement les principes qui furent à la base de la C.G.T. d'avant guerre.

Après le Congrès de la Fédération des Bourses du Travail, tenu à Toulouse en 1897, Pelloutier résumait ainsi ce qui devait être par la suite la structure de la C.G.T. :

« *A la base, le Syndicat d'où part et doit partir toute décision; puis, d'un côté, l'Union des Syndicats du même métier ou des métiers similaires, les diverses Unions ainsi formées se fédérant en un Conseil national corporatif; d'autre part, les Syndicats de toutes professions groupés localement dans les Bourses du Travail et l'ensemble de ces Bourses, de ces Unions de Syndicats constituant la Fédération des Bourses du Travail; au sommet, enfin, l'Union du Conseil corporatif et du Comité fédéral des Bourses, c'est-à-dire la Confédération.* »

La C.G.T. d'avant guerre fut formée de deux sections : celle des Fédérations corporatives et celles des Bourses du Travail, l'une et l'autre autonomes. En 1918, la section des Unions départementales se substitua à la Fédération des Bourses (article II des statuts), sans entraîner de modifications appréciables à l'article IX qui fut ainsi conçu :

« *Le Comité national* (*C.C.N.*) *est formé par la réunion des délégués des Fédérations et des Unions départementales.* »

Dans la pensée des fondateurs de la C.G.T., les deux sections autonomes avaient des rôles bien définis.

« *La Fédération nationale corporative répond plutôt aux nécessités de combativité et de résistance... La force particulière d'un Syndicat se trouve multipliée par l'appui moral et matériel des Syndicats fédérés de toute la France* » (Pouget). Quant à l'Union départementale, « *son œuvre principalement éducative consiste en la constitution de Syndicats nouveaux et au développement de la conscience des syndiqués... Pour cela, elle crée des bibliothèques, ouvre des cours, aide à la propagande antimilitariste* » (Pouget). Allant même plus loin, on peut prévoir le rôle futur de l'U.D. : « *Dans la société de demain, les Unions auront pour mission, remplaçant les rouages municipaux actuels, de s'occuper de l'administration des choses et de répartir la production suivant l'axiome : à chacun selon ses besoins* » (Jouhaux).

Au sommet de l'organisme syndical se trouve le C.C.N. « *De lui relèvent les propagandes d'ordre général qui intéressent l'ensemble de la classe ouvrière* » (Pouget). Les caractéristiques de cette structure sont donc : fédéralisme et autonomie. « *Dans la C.G.T., il y a cohésion et non centralisation; il y a impulsion et non direction; le fédéralisme y est partout. A chaque degré, les organismes divers sont tous autonomes. C'est cela qui fait la puissance rayonnante de la C.G.T. : l'impulsion ne vient pas d'en haut; elle part d'un point quelconque et ses vibrations se transmettent en s'amplifiant à la masse confédérale* » (Pouget). Quant à la direction confédérale, elle est nommée par le C.C.N., sa désignation par le Congrès risquant de la soustraire au contrôle régulier des C.C.N. Le rôle des Congrès est ainsi défini par Pouget : « *Grâce à eux, les éléments syndicaux entrent en contact et il se produit une fermentation utile : les courants d'opinion se dégagent, l'orientation se précise.* »

Aujourd'hui

Fin 1935, que reste-t-il de la pensée des pionniers du syndicalisme? Les militants se plaignent que les Bourses du Travail soient désertées. Le lien local entre les syndiqués de professions différentes est bien faible; on sent que le camarade n'est plus rattaché à la C.G.T. que par le canal des Fédérations. Nombreux sont les Syndicats (de fonctionnaires, en particulier) qui se réunissent en dehors des Bourses et qui ne connaissent l'U.D. que pour acquitter leurs cotisations. Heureux encore quand ils daignent s'intéresser à la vie intérieure — hélas! bien ralentie — de l'U.D. Ouvrir des cours pour les militants, disait Pouget? Hélas! ils sont bien loin de « faire recette ». En un mot, la vie étroitement professionnelle, corporative, l'emporte sur la vie syndicaliste. Nous tendons vers un mouvement trade-unioniste qui sera l'opposé de la structure passée de la C.G.T... et ceci au moment précis où Jouhaux déclare qu'il faut conserver la personna-

lité du syndicalisme français, c'est-à-dire — ou bien le passé n'a plus de sens! — son caractère fédéraliste et décentralisateur.

On m'objectera qu'il s'agit là d'une évolution de la mentalité consécutive aux années d'après guerre : un goût pour les solutions faciles, une tendance à se reposer sur les chefs, à accepter sans discuter les « directives d'en haut », une certaine volupté à obéir, à être « d'accord », à voter « à l'unanimité », et aussi un repli vers les questions purement matérielles (domaine essentiel des Fédérations) et une méconnaissance des problèmes sociaux et éducatifs (rôle primordial des Unions). En somme, le syndicalisme a été corrompu par les principes d'autorité et de centralisation qui sont le propre des Partis politiques.

Mais alors, quel était le devoir des militants syndicaux?

C'était, d'abord, de réagir : « *Il incombe aux militants clairvoyants qui aperçoivent ces tares de redoubler de vigueur pour signaler amicalement le danger et s'efforcer de l'annihiler* » (Pouget). Hélas! au lendemain de la scission, les « dirigeants » des deux centrales syndicales ont, au contraire, tout fait pour accroître le danger et précipiter la dégénérescence du fédéralisme.

La C.G.T. n'avait d'existence propre que par la réunion sur pied d'égalité des Fédérations et des Unions. On a fait de la C.G.T. une entité vénérable : on a déifié en fait la direction confédérale. Je n'exagère pas ! Les Unions, organismes autonomes, sont devenues les organismes subordonnés. Les statuts de 1923 s'expriment en ces termes : « *Les Unions sont les filiales de la C.G.T. Leur secrétaire, délégué au C.C.N., est le représentant officiel de la C.G.T. dans le département.* » La C.G.T. est devenue ainsi une raison sociale, une espèce de maison à succursales multiples, avec un gérant départemental qui « rend compte au C.C.N. ». Ou, si l'on préfère, on a calqué la centralisation gouvernementale en faisant du secrétaire de l'U.D. une sorte de « préfet confédéral ». Dès lors, la Fédération a eu le pas sur l'Union traitée en inférieure; de plus en plus, la C.G.T. n'est apparue que comme la somme des Fédérations corporatives. Et ceci est si vrai que lorsque le dernier Congrès désigna une Commission d'unité, elle fut composée de trente militants des Fédérations... et de cinq représentants des Unions. Pauvres Unions! Le fonctionnement du C.C.N. est donc faussé. Le C.C.N., de par le rôle subordonné des Unions-filiales, est surtout l'émanation des Fédérations. Et quand on voit Lacoste se féliciter de faire du C.C.N. le pivot de l'unité, parler de fédéralisme professionnel, exalter les Fédérations « base permanente de la C.G.T... », et ne pas souffler mot des Unions, on admettra qu'évoquer le trade-unionisme n'est pas exagéré. Si on continue dans cette voie, il ne restera rien de ce qui faisait le caractère essentiel de la C.G.T. d'avant guerre.

Et tandis que la C.G.T. rognait les ailes des Unions, la C.G.T.U., en proie à une crise aiguë de centralisation, supprimait carrément ces organismes superflus et leur substituait des Unions régionales, dotées de secrétaires à la dévotion du centre confédéral. Secrétaires tombés du ciel parisien, inconnus de la base, adoptés par elle et migrateurs par essence. Le fédéralisme en voyait de dures...

◇◆◇

Maintenant, l'unité est faite. Elle s'opérera vraisemblablement dans le cadre des statuts de la C.G.T. Si aucune modification n'y est apportée, on continuera plus que jamais à entendre les doléances des militants locaux et les Unions départementales deviendront de plus en plus des organismes paperassiers chargés de transmettre aux syndiqués les directives et les mots d'ordre élaborés aux sièges parisiens des Fédérations et de la C.G.T. Or, il faut, au contraire, décentraliser vigoureusement, rendre aux Unions une autonomie véritable, lutter contre cette tendance de l'hégémonie des Fédérations; la base du syndicalisme est au chantier, à l'usine; sont but primordial est de lutter contre l'esprit particulariste et de réunir localement, le plus souvent possible, les travailleurs de professions différentes pour réagir contre un corporatisme étroit. En un mot, il faut revenir aux principes du syndicalisme révolutionnaire d'avant guerre, dont la réalisation de l'unité devrait consacrer le triomphe.

J. BARRUÉ.

NEO-LAPINISME

Le bon communiste 1935 ne doit pas seulement crier : « Vive l'armée républicaine ! » Il ne doit pas se borner à acclamer Jules Ladoumègue. En plus de tout cela, une sérieuse tâche « organisatoire » s'impose à lui : il doit faire des gosses. C'est le nouveau mot d'ordre qu'a lancé Thorez au dernier Comité Central du Parti, et qu'applique Vaillant-Couturier dans l'*Humanité*.

Ce dernier — qui est évidemment un spécialiste — place sur le même pied les repopulateurs et... les malthusiens. C'est, d'après lui, un *préjugé* de vouloir limiter les naissances. Il n'y a pas assez de chair à travail, ni de chair à canon sur la terre.

Le néo-lapiniste Vaillant-Couturier nous permettra de lui signaler un article de la *Journée Industrielle* sur la repopulation en Allemagne où il est dit que « la proportion des naissances est surtout importante dans les régions de l'Allemagne où le sentiment religieux a conservé toute sa force, comme en Haute-Silésie ».

« Si bien — ajoute le collaborateur du grand organe patronal — que le succès de la campagne pour la natalité dépendra en partie de la rechristianisation du pays ».

Ceci se passe en Allemagne. Mais pourquoi nos repopulateurs communistes ne s'engageraient-ils pas dans cette voie? Il n'y a rien de tel que l'abrutissement religieux pour faire des pères lapins. A quand « les curés avec nous » ?



LES CROIX DE FEU GENDARMES AUXILIAIRES

D'une lettre du député Brière au préfet d'Alger, à propos de l'interdiction faite par celui-ci aux Croix de Feu de défiler le 11 novembre, nous croyons utile de reproduire ce passage, qui est un aveu :

Ce qu'il y a de particulièrement offensant, c'est que l'autorité, ici, refuse le droit de paraître à des associations légales dont à Paris, votre chef direct, Monsieur le Préfet, le ministre de l'Intérieur en personne RECLAME LE CONCOURS.

IL Y A TROIS SEMAINES SEULEMENT, M. PAGANON ME CONFIAIT, SANS QUE JE LUI EUSSE RIEN DEMANDE, QU'IL AVAIT SOLLICITE UNE ENTREVUE DU COLONEL DE LA ROCQUE, PRESIDENT GENERAL DES CROIX DE FEU, POUR LUI DEMANDER D'AIDER, PAR SES ADHERENTS D'ALGERIE, A LA SAUVEGARDE DE L'ORDRE.

Alors que veut dire cette attitude contradictoire? Les Croix de Feu sont-ils à Paris des amis, à Oran des suspects ? Quel est donc ce double jeu fourbe et déshonorant ?

M. Paganon, ministre de l'Intérieur, qui embauche les Croix de Feu comme gendarmes auxiliaires, n'est-il pas membre du parti radical, et par conséquent adhérent au front populaire ?

Paroles d'hier des « meilleurs pionniers de l'Unité »

Le dernier congrès de la C. G. T. U., réuni à Issy-les-Moulineaux, ayant voté des félicitations aux « meilleurs pionniers de l'unité » que furent les camarades Racamond, Frachon, Monmousseau, etc., nous avons pensé utile de fournir quelques témoignages du travail persévérant de ces camarades pour la reconstitution de l'unité syndicale en France. On trouvera ci-dessous des extraits de discours prononcés par eux en septembre 1933. Notre petite initiative permettra, du moins l'espérons-nous, de se rendre compte que jamais félicitations ne furent plus méritées.



« Et vous parlez d'une fusion ?... »

« *La C. G. T., c'est la scission en puissance, la scission permanente parce que la bourgeoisie a besoin de la division des forces ouvrières. Et vous parlez d'une fusion des organisations syndicales de classe avec cet instrument de la bourgeoisie ?* »

J. Racamond.

(Discours d'ouverture du 7e Congrès de la C. G. T. U., Huyghens, sept. 1933. Compte rendu officiel, p. 52.)



« Son arme principale... »

« *Mais la bourgeoisie ne peut provoquer la division des forces ouvrières seulement par elle-même. Elle a besoin d'agents qui réalisent cette tâche dans les rangs de la classe ouvrière. Son arme principale pour cette besogne, c'est la C. G. T.* »

B. Frachon.

(Discours au 7e Congrès de la C. G. T. U., Huyghens, sept. 1933. Compte rendu officiel, p. 199.)



« Un crime contre-révolutionnaire »

« *...Comment se pose la question de l'unité syndicale ? Le Congrès devra se prononcer sur ce point, mais il apparaît clairement que la fusion pure et simple serait plus qu'une faute, ce serait un crime contre-révolutionnaire...* »

J. Racamond.

(Discours d'ouverture du 7e Congrès de la C. G. T. U., Huyghens, sept. 1933. Compte rendu officiel, p. 64.)

◊◆◊

« Banqueroute frauduleuse »

« *Un coup d'œil sur les événements, sur la situation à l'échelle mondiale et en France, et tout est clair : c'est la faillite de la Société des Nations. Cette faillite, c'est la faillite de l'Internationale d'Amsterdam; c'est la faillite de la politique réformiste; c'est la faillite du réformisme en France.*

« *On ne peut même pas dire que c'est une faillite, car c'est plutôt une banqueroute frauduleuse.* » (Rires et applaudissements.)

G. Monmousseau.

(Discours au 7e Congrès de la C. G. T. U., Huyghens, sept. 1933. Compte rendu officiel, p. 155.)

« Briseurs de grèves »

« *La C. G. T., qui avait décidé — une majorité de militants l'avaient nettement indiqué — que la grève est un instrument de lutte démodé, a pris, ultérieurement, la direction de grèves pour les mener, comme vous le savez, à la capitulation.*

« *De même, quand elle prendra la direction de mouvements, ce sera pour mieux briser l'élan révolutionnaire des masses.*

« *Jouhaux peut prononcer des discours démagogiques pour arracher la direction des luttes aux syndicats unitaires. En toutes circonstances, les forces organisées à la C. G. T., à moins qu'elles ne répudient la collaboration, et leurs chefs sont des obstacles dressés contre toute lutte dangereuse pour le patronat.* »

J. Racamond.

(Discours d'ouverture du 7e Congrès de la C. G. T. U., Huyghens, sept. 1933. Compte rendu officiel, p. 51.)



« ...le paravent de la dictature capitaliste... »

« *Une autre pierre de touche pour le Congrès de la C. G. T., c'est que le grand Citrine, président de la F. S. I., a pris la parole, et la conclusion de son discours est la suivante :*

« — *Nous nous déclarons d'accord avec votre devise : Liberté, Egalité, Fraternité, celle de 1789.*

« *Camarades, on ose ainsi venir insulter le prolétariat français en prétendant que la devise de 1789 « Liberté, Egalité, Fraternité » est appliquée. De qui se moque-t-on ? Défendre la devise « Liberté, Egalité, Fraternité », c'est-à-dire le paravent de la dictature capitaliste sous forme de démocratie, voilà comment s'oriente le congrès de la C. G. T.* »

J. Racamond.

(Discours au 7e Congrès de la C. G. T. U., Huyghens, sept. 1933. Compte rendu officiel, p. 357.)



QUESTIONS DE LA QUINZAINE

Un nouveau Congrès d'Amiens !

Le 16 novembre, au congrès de fusion de l'Union des cheminots du réseau de l'Etat, il fut décidé que le congrès ne se prononcerait pas sur la question du cumul des mandats, « *en attendant que le principe ait été tranché par les congrès de la Fédération nationale des Cheminots et de la C.G.T.* » On a le droit de dire à ce propos — se tournant tout spécialement vers Rambaud et ses camarades — que cette attitude, qui risque de passer pour une dérobade, est dangereuse à un double point de vue. D'abord parce qu'elle prête le flanc à la manœuvre consistant à faire traîner en longueur la discussion, à attendre le moment le plus favorable — les prochaines élections législatives par exemple — pour tenter d'obtenir une majorité de congrès et rallier les hésitants, ceux qu'un solide barrage dès maintenant dressé aurait sûrement rangés de façon définitive parmi les adversaires du cumul. Nous ne devons jamais perdre de vue que même lorsqu'ils ont revêtu la blanche tunique des amis de l'unité, les communistes ne cessent de manœuvrer.

En décidant de ne pas discuter la question des cumuls, le Congrès de Rennes a laissé le champ libre à leurs manœuvres. Sa décision est d'autant plus déplorable que ce dessaisissement continuel de la base est une des causes essentielles de l'éclipse du vrai syndicalisme : c'est de toujours s'en remettre au sommet, c'est de toujours et toujours attendre la lumière d'en haut, des détenteurs de la seule vérité, des papes syndicaux

pour tout dire, que souffre notre mouvement syndical. Aussi bien rue de la Grange-aux-Belles que rue Lafayette, on nourrit un solide mépris — car on se croit évidemment des hommes supérieurs ! — pour la masse des cotisants : on n'imagine pas les « cochons de payants » capables de discuter les grandes questions. Et lorsque les délégués directs de ceux-ci sont réunis dans une occasion comme celle de la fusion sur l'Etat et qu'ils doivent discuter un problème important, ils esquivent l'obstacle et décident de... ne pas discuter !

L'exemple n'est pas à recommander, au contraire. Sur ce problème, ce sont les syndiqués et les syndicats qui doivent surtout prendre la parole. C'est d'ailleurs en se rapprochant de la base, en cherchant à connaître l'opinion du syndiqué du rang qu'il est possible de voir plus clair et plus juste dans la question des cumuls. Si la masse des syndiqués est mise à même de se prononcer, le résultat ne fait pas de doute : le cumul sera condamné sans appel. Car les syndiqués de la base se rendent bien compte des méfaits que la politique — et plus spécialement la politique électorale — peut faire pleuvoir sur eux.

Avec des élus à la tête des syndicats, nous serions exposés à un risque très grave, celui de la *grève électorale*. On n'a pas oublié cette demande d'un permanent de la région parisienne du parti communiste au secrétaire du rayon de Puteaux, il y a quelques années, lors d'une campagne électorale. « *Pourrais-tu me déclencher une grève dans ton rayon?* » lui avait-il demandé. Le secrétaire de rayon s'était rebellé, mais que se serait-il passé si le dirigeant du syndicat intéressé avait été l'élu, ou même le candidat? Les gars de Puteaux auraient eu leur grève... pour les élections.

Ceci se passait à l'époque du putschisme aigu dans le parti communiste, au moment où les confédérés étaient tous, même les militants de la base, des « agents de la bourgeoisie » et les socialistes, des « chiens sanglants ». Aujourd'hui, direz-vous, les communistes sont assagis : ils sont devenus polis et opportunistes. Voire! Qui et quoi nous garantit qu'ils ne retomberont pas demain dans le putschisme et l'aventurisme? Rien ni personne. C'est pourquoi la précaution s'impose avec force.

Elle s'impose d'ailleurs dans tous les cas. Si l'élu était opportuniste, évidemment, la grève électorale serait moins à redouter. Mais, alors, le syndicat serait transformé en officine électorale, en agence de propagande politique, danger aussi sérieux.

Dans les deux cas, le cumul des mandats entraînerait syndicat et syndiqués sur un terrain qui n'est pas précisément réputé pour sa propreté. Ce faisant, on introduirait dans l'organisation un germe de désagrégation des plus efficaces. Par la présence d'un élu à la tête de l'organisme syndical, des discussions seraient automatiquement provoquées au sein de celui-ci sur les faits et gestes, sur les actes de cet élu en dehors du syndicat. Ses adversaires politiques l'attaqueraient, ses amis le défendraient — et l'organisation verrait s'éloigner d'elle tous ceux qui seraient écœurés par des querelles de cet ordre, Que serait-ce lorsqu'il s'agirait de la simple candidature! Au sein du syndicat, les postulants à la fonction politique se déchireraient à belles dents pour la conquête de l'assiette au beurre, et, du même coup, ce serait l'organisation elle-même qui serait déchirée.

Evoquons aussi, comme vient de le faire le camarade Watelle dans un article du *Peuple*, le cas où l'élu passe « de l'autre côté de la barricade ». Ce serait pire encore; dès lors les germes scissionnistes se développeraient à grande allure et ils conduiraient très rapidement l'organisation à la cassure. Vraiment, pour prendre un exemple dans l'actualité politique, imagine-t-on ce que serait, en ce moment, la vie dans le Syndicat des Métaux de la région parisienne si en vertu du droit au cumul, le député Doriot, toujours membre de ce syndicat, en avait été élu secrétaire alors qu'il comptait encore dans les rangs orthodoxes. Ce serait du beau!

Il y aurait aussi la dualité entre les deux disciplines qui s'imposent forcément à un militant chargé de deux mandats : que devrait-il faire lorsque la discipline de son parti lui indiquerait un chemin différent de celui que la discipline de son syndicat lui commanderait de prendre ? La discipline syndicale revêt un caractère beaucoup plus strict que toutes les disciplines politiques. Les mots « chefs », « dirigeants », pour qualifier les militants chargés de fonctions syndicales sont, à proprement parler, inadmissibles. Un dirigeant syndical n'est pas un « chef », ni un « dirigeant ». C'est un mandataire chargé d'*exécuter* les décisions prises par les organismes réguliers du syndicat : décisions de l'assemblée générale ou du conseil syndical. En aucun cas, le secrétaire de syndicat ne peut enfreindre ces décisions; il ne peut engager l'organisation sans qu'au moins, même dans des cas urgents, les membres du Comité syndical aient été réunis et aient décidé.

Or, n'arriverait-il pas que la discipline du parti obligerait l'élu-secrétaire à se soustraire à la discipline du syndicat? Cela s'est vu souvent, au temps où nos communistes imposaient aux syndicats unitaires, la subordination et la « direction unique ». Cela se verrait souvent avec les cumuls. Il y aurait là encore un germe de plus de désagrégation des syndicats. Si, en effet, le secrétaire respecte la discipline du parti, il dresse contre lui les membres du syndicat qui veulent lui voir respecter la discipline syndicale. Si, au contraire, il respecte celle-ci, alors, c'est le parti qui commence contre lui, dans le syndicat, une campagne, ouverte ou sournoise, pour le « déboulonner ». Nous avons vécu l'expérience du parti communiste dans ce domaine. Elle oblige à ne pas tolérer désormais qu'un militant syndical puisse se placer sous une autre discipline que celle du syndicat.

Si le militant cumulait, ce ne serait pas seulement entre deux disciplines qu'il devrait faire un choix. Il serait obligé parfois, et peut-être plus souvent qu'on ne le pense généralement, de choisir entre deux catégories d'intérêts : les intérêts de ses mandants syndicaux et les intérêts de ses électeurs. Car les intérêts de ceux-ci et de ceux-là sont souvent divergents. Ils le sont presque toujours; dans les électeurs d'un député socialiste ou communiste on trouve des rentiers, des commerçants, des petits bourgeois, des patrons même; leurs intérêts ne peuvent être les mêmes que ceux des prolétaires authentiques.

Dans une réponse à Gitton, parue dans le *Peuple* du 11 novembre, le camarade Kéber Legay, qui est à la fois président du Syndicat des Mineurs du Nord et conseiller général (non rétribué) dans ce même département, et qui se prononce carrément, en vertu de son expérience personnelle, contre le cumul des mandats, le camarade Legay cite un exemple précis d'une telle opposition d'intérêts :

Deux ouvriers, occupés par un gros entrepreneur de transports, sont venus solliciter mon concours, — écrit Legay — en tant que militant syndicaliste, parce que leur patron, qui les obligeait à adhérer à l'Action française pour être occupés, les avait congédiés après leur avoir infligé 20 francs d'amende à chacun.

Ce même patron a, d'autre part, sollicité mes services parce que, dans les projets de coordination du rail et de la route, on lui supprimait certains parcours.

Son intervention s'adresse au conseiller général, les autres au militant syndicaliste.

Il aurait fallu, pour aboutir avantageusement au profit des ouvriers, que je fasse tout ce qu'il y avait lieu de faire. Pour donner satisfaction à ce patron fasciste, je refuse carrément.

Est-ce qu'il n'y a pas là une position ridicule pour un militant syndicaliste? Qui peut m'affirmer que ce patron n'a pas volontairement mis ces deux camarades à la porte pour exercer sur moi une certaine pression en vue d'arracher un profit personnel?

Legay ne nous dit pas ce qu'il a fait, mais, quoi qu'il ait fait, il a, ou mécontenté les deux syn-

diqués, ou perdu le bulletin de vote de l'entrepreneur.

Avec le cumul, de tels cas seraient fréquents, plus embarrassants et aussi plus graves. Evoquons pour mémoire — il ne faut suspecter personne — la réputation... topazienne attachée à la fonction d'élu municipal ou cantonal à Paris et dans la Seine. Ce ne serait pas de nature à rassurer les honnêtes gens qui peuplent les syndicats. Il est en tout cas certain que dans la région parisienne les exemples semblables à celui cité par Legay se multiplieraient. Conçoit-on un secrétaire de la Fédération des Moyens de Transport qui serait en même temps conseiller général de la Seine ou conseiller municipal de Paris et qui, en cette dernière qualité, devrait se prononcer entre la S.T.C.R.P. et le Métro pour l'attribution de la concession des transports en surface? Quelque position qu'il prenne, il se trouvera fatalement une catégorie de ses mandants syndicaux qui s'estimeront lésés par son vote.

Un conseiller municipal de Paris, en même temps secrétaire du Syndicat du Gaz, défendra l'intérêt de ses électeurs, patrons y compris, en demandant la diminution du prix du gaz, mais il marchera contre les intérêts de « ses » syndiqués en risquant ainsi de provoquer une diminution des salaires, ou, tout au moins, de compromettre une augmentation revendiquée.

Un conseiller municipal de Paris élu dans un quartier périphérique, — comme par exemple Bossus, à Charonne — se croit obligé, en tant qu'élu, d'agir pour le maintien de ce défi à toutes les lois de l'hygiène que constitue la zone. Il défend non pas les zoniers, mais la pourriture et l'infection de la zone. S'il est en même temps militant du Syndicat du Bâtiment, ce qui est précisément le cas de Bossus, il irait, en défendant la zone pour avoir les votes des zoniers, contre les intérêts des milliers de travailleurs parisiens du Bâtiment qui seraient occupés à construire les logements salubres qu'imposerait la totale évacuation de toutes les « zones » parisiennes, évacuation que les zoniers eux-mêmes devraient d'ailleurs réclamer.

De tels conflits d'intérêts s'élargiraient vite. Ils prendraient des proportions incalculables. C'est ainsi que le front populaire oblige à envisager une hypothèse où le cumul des fonctions syndicales et politiques se révélerait encore bien plus dangereux.

Actuellement, la tactique des grands politiques communistes vise à la formation, d'ici les élections, d'un gouvernement « purement » radical sous la conduite d'Herriot, gouvernement qui bénéficierait en toutes circonstances des bulletins de vote orthodoxes et socialistes — en échange de quoi, d'ailleurs, le ministre de l'Intérieur radical ne pourrait en mai prochain que favoriser l'élection de tous les aspirants députés qui, dès aujourd'hui, se pressent en masse dans les deux partis politiques ouvriers.

On sait de quoi un gouvernement « purement » radical est capable. Surtout, ne parlez pas de l'abrogation des décrets-lois! Tous les radicaux qui sont aujourd'hui dans le gouvernement Laval les ont contresignés. Ils seront du prochain gouvernement « soutenu » sans que les communistes leur demandent d'annuler leur signature.

Les élus socialistes et communistes voteront pour eux — ils iraient même, à ce qu'on dit, jusqu'à voter le budget — sans exiger préalablement que les décrets-lois soient abrogés.

Que ferait, dans une telle hypothèse, le député qui serait en même temps secrétaire de Syndicat, d'Union départementale ou de Fédération? Il serait obligé de suivre la tactique de son groupe parlementaire, socialiste ou communiste. Il voterait pour le gouvernement radical. Il voterait pour un gouvernement qui n'abrogerait pas les décrets-lois. Il voterait donc contre les intérêts directs, contre les intérêts immédiats des syndiqués. A bon droit, ces derniers pourraient alors se considérer comme abandonnés et trahis.

Et que serait-ce s'il advenait qu'au lieu d'un gouvernement radical homogène ce soit une formation du front populaire, où des communistes et des socialistes détiendraient des portefeuilles, qui succède au ministère Laval, et si, parmi ces ministres socialistes et communistes il s'en trouvait quelques-uns qui soient investis d'un mandat syndical! Vous voyez d'ici Semard ministre des Travaux Publics; Chaussy, ministre de l'Agriculture et Vardelle, ministre du Travail du front populaire!

Accepter le cumul aujourd'hui, ce serait accepter demain que les ministres puissent rester investis de fonctions syndicales, à l'exemple de Delattre, l'actuel ministre du Travail belge, qui continue de présider les congrès de l'organisation des mineurs.

Il n'est pas sûr qu'un tel gouvernement abrogerait les décrets-lois. Il n'est pas sûr qu'il satisferait les revendications des organisations ouvrières. Aux prises avec des difficultés dont le poids n'est pas niable, mais qu'il peut prévoir dès maintenant, ne serait-il pas conduit, en raison même de l'incapacité reconnue de tels ou tels de ses futurs membres, de leur absence de vues d'ensemble et d'esprit de décision, sans parler de leur manque de sens révolutionnaire, pour éviter la chute et conserver le pouvoir, pour durer, à gouverner contre la classe ouvrière?

Poser la question suffit à montrer combien il serait difficile à des « syndicaux » de rester membres d'un tel gouvernement. Et s'ils le restaient néanmoins? Que se passerait-il dans leur organisme syndical? Que devriendraient le Syndicat, l'Union, la Fédération, la Confédération elle-même?

Un tel débat n'est pas clos. Il ne fait que s'ouvrir. Il faut souhaiter qu'il prenne de l'ampleur. Car les destinées mêmes du mouvement syndical français se trouvent en jeu. On ne peut, en effet, concevoir l'obstination des communistes à revendiquer le droit au cumul des mandats si l'on ne se rend pas compte qu'en fait, et en dépit de leurs airs de bons apôtres, ils n'ont pas abandonné la prétention de devenir le « parti dirigeant » de la classe ouvrière. Certes, ils ont momentanément abandonné le « putschisme ». Certes, ils se sont grimés en parfaits réformistes. Mais ce « tournant » ne peut brouiller la vue des militants des syndicats. Si les moyens ont changé, le but reste le même. Le cumul des mandats constitue aujourd'hui le moyen le plus élégant, le plus « démocratique », pour un parti, de tenter de mettre la main sur les syndicats.

Contre cette prétention, il faut faire du Congrès d'unité un nouveau Congrès d'Amiens.

◇◇◇

Où l'unité est « accrochée » La reconstitution de l'unité, qui se poursuit facilement chez les fonctionnaires et travailleurs des services publics, reste, par contre, sérieusement « accrochée » dans trois corporations de l'industrie privée : le Livre, le Bâtiment et les Métaux.

Dans le Livre, l'unité se heurte au refus des militants de la Fédération confédérée de reconnaître aux syndiqués unitaires appelés à fusionner les droits que devraient leur valoir leurs années de présence au syndicat : pour Liochon et ses collègues, il n'y a pas fusion, il y a rentrée. Ce mot rentrée n'est même pas tout à fait exact; ne vont-ils pas jusqu'à prévoir pour les syndiqués ex-unitaires le même régime que pour des non-syndiqués sollicitant leur admission ?

Le problème avait été posé au récent congrès fédéral de Strasbourg par les délégués des sections parisiennes, lesquelles se prononçaient, à quelques détails près, pour l'égalité des droits entre syndiqués ex-unitaires et syndiqués confédérés possédant la même ancienneté syndicale. Malheureusement, le congrès de Strasbourg refusa de les suivre. A une forte majorité, il approuva la position du bureau fédéral.

Bien que l'accord des deux congrès confédéraux sur l'unité ait constitué un important fait nouveau permettant à la Fédération du Livre d'aller plus loin que sa résolution de Strasbourg — le fait d'avoir deux de ses membres les plus éminents dans la Commission interconfédérale d'unité implique forcément l'approbation de l'esprit et de la lettre des textes des congrès confédéraux — la Fédération du Livre s'en tient à cette résolution. Toutefois, elle vient de décider de reposer la question. Par voie de referendum, les syndiqués du Livre sont appelés à donner leur avis d'ici le 1er décembre. Ils devront répondre individuellement par oui ou par non à la question suivante :

« *Etes-vous partisan de concéder les droits fédéraux d'ancienneté, à compter de leur adhésion à leur syndicat, à tous ceux qui auront rejoint la Fédération au* 31 *décembre* 1935 *?* »

« Concéder » des droits à « ceux qui auront rejoint la Fédération », le texte même de la question posée montre l'esprit des secrétaires fédéraux. Ils ne craignent pas, certes, de perdre la direction fédérale dans la fusion, étant donné la disproportion numérique. C'est surtout pour eux une question morale. Ils veulent humilier — le mot n'est pas trop fort — ceux qu'ils n'ont jamais cessé de considérer comme des « dissidents »; ils veulent les contraindre, selon l'expression pittoresque de Gaye dans sa réponse à notre enquête de 1926, à « baiser le babouin »; ils entendent que jusqu'à la fin de leurs jours les syndiqués ex-unitaires se sentent des syndiqués diminués, les années passées dans une organisation unitaire — et même celles passées dans l'organisation confédérée avant la cassure ! — ne leur comptant plus comme années de syndicat.

Les syndiqués confédérés du Livre seraient fort bien inspirés en répondant : « Oui » en masse à la question posée. Le feront-ils ? On veut l'espérer, quoique le referendum n'ait jusqu'à présent fait l'objet d'aucune discussion dans les colonnes de l'organe fédéral. Comment se prononcer sans avoir entendu les sons de cloche divers ? N'importe, il devrait être facile de comprendre que la reconstitution de l'unité corporative est un événement d'une telle importance et riche de telles possibilités que les questions de prestige en devraient être bannies.

Faisons confiance à la base pour sentir ce que ne sentent pas ses fonctionnaires : la place de l'enfant prodigue, de retour dans la grande famille ouvrière, ne saurait être éternellement marquée d'un signe particulier qui voudrait être blessant. Précaution inutile, et surtout ridicule.

Il n'en va pas du tout de même dans le Bâtiment et dans les Métaux. Le cumul des mandats n'est pas ici le seul obstacle à la fusion : celle-ci se trouve également retardée du fait de l'absence d'un certain nombre de garanties de régularité jugées nécessaires par les militants confédérés.

Question délicate. Terrain glissant.

Quels sont les effectifs unitaires ? Le nombre des syndicats annoncés est-il réel ? Le chiffre des prises de timbres indiqué par les livres de comptabilité — quand il est possible de se référer à des livres de comptabilité — traduit-il le nombre véritable des syndiqués ?

Lors de la lutte minoritaire dans la C.G.T.U., dans les deux fédérations qui s'opposaient au bureau confédéral, nous avons croqué sur le vif quelques-unes des méthodes employées pour « conquérir » l'organisation rebelle. Dans l'Alimentation comme dans les Ports et Docks, nous avons appris et retenu ce que c'était qu'un syndicat fictif. « Pour faire un syndicat ? disait Guesde au Congrès de Londres. Peuh ! c'est pas difficile : il suffit d'acheter un timbre en caoutchouc de 25 sous ! » Il s'en est acheté, des timbres en caoutchouc, de 1929 à 1931 dans la C. G. T. U. ! C'était d'autant plus commode que grâce à la stricte discipline du parti communiste, l'on pouvait disposer dans les localités choisies de camarades absolument sûrs, d'un dévouement à toute épreuve, afin d'assurer nominalement et sans danger de fuite les fonctions de secrétaire d'un syndicat inexistant.

Il faut bien le comprendre : ce qui n'est pas possible dans les corporations dont on connaît les effectifs, comme les cheminots, les postiers, les fonctionnaires, s'avère très facile dans des corporations non recensées et instables, comme l'Alimentation et les Ports et Docks, comme le Bâtiment et la Métallurgie. L'absence de tout répertoire confédéral, aussi bien d'un côté que de l'autre — en violation des statuts, d'ailleurs — ne peut que faciliter ce petit jeu malpropre.

Il nous semble donc tout à fait normal que les militants du Bâtiment et des Métaux veuillent se prémunir contre les syndicats fictifs : n'a-t-on pas disposé du temps nécessaire pour les multiplier ? Il nous semble également tout à fait normal que l'on se préoccupe de savoir si les prises de timbres annoncées correspondent à des syndiqués réels.

Quand nous aurons ajouté qu'en 1929 — et cela ne s'est pas amélioré depuis, bien au contraire ! — les fédérations unitaires devaient à la trésorerie de la C. G. T. U. la coquette somme d'*un million trois cent mille francs*, nous aurons fait toucher du doigt la nécessité de prendre des précautions.

Au 17 septembre 1929, la Fédération du Bâtiment devait 150.022 fr. 55 à la C. G. T. U.; les Métaux, 207.269 fr. 60 ; les cheminots, 99.614 fr. 15 ; les Cuirs et Peaux, 42.083 fr. 45; les Moyens de transports, 63.032 francs; le Textile, 202.357 fr. 35; les Mineurs, 68.384 fr. 30 ; les Produits chimiques, 68.601 fr. 20, etc. Ce sont là chiffres officiels dont le détail se trouve page 373 du compte rendu sténographique du Ve Congrès de la C. G. T. U. Au VIe Congrès, en 1931, le chiffre global avoué est : *un million quatre cent onze mille francs*. C'est après ce congrès que la minorité quitta la C.G.T.U.: la situation n'a donc pu que s'aggraver encore.

Que représentent ces dettes ? Des cartes et des timbres pris à la C. G. T. U. mais non payés par les fédérations. Celles-ci tentent de se justifier en sortant, à leur tour, la liste des sommes que leur doivent les syndicats, qui, eux non plus, n'ont pas payé leur « matériel ».

Il faut bien, en définitive, admettre que les dettes des fédérations diminuent singulièrement la valeur des chiffres annoncés de *cartes et timbres pris*. Seul, le montant des *cartes et des timbres effectivement payés* pourrait servir de première base pour la détermination des effectifs réels.

S'il est vrai que les communistes espèrent s'emparer en premier lieu de la Fédération du Bâtiment et de celle des Métaux, il convient au moins de s'assurer préalablement que ce ne sera pas à l'aide de syndicats fantômes et de syndiqués irréels. Comme on connaît les saints, on les honore...

M. CHAMBELLAND.

Des numéros nous manquent...

Par suite de diverses circonstances, un certain nombre de numéros des années 1931, 1932, 1933, 1934 et 1935 nous manquent pour constituer des collections complètes de la *R. P.*

En voici la liste :

1931. — N° 121.
1932. — Nos 126, 129, 136 et 138.
1933. — Nos 143, 145, 147, 158, 160, 161, 162, 163, 164, 165.
1934. — Nos 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 186, 187, 188.
1935. — N° 197.

Nous demandons à nos abonnés qui ne font pas collection de la revue de bien vouloir nous renvoyer ceux de ces numéros qui se trouveraient encore en leur possession et dont ils peuvent disposer.

Nous faisons la même demande à nos vendeurs au numéro.

Les uns et les autres nous obligeront en nous répondant rapidement. D'avance, nous les en remercions.

A TRAVERS LES LIVRES

Boris Souvarine : STALINE, aperçu historique du bolchevisme. Plon, éditeur. Un volume, 30 francs.)

(*Suite et fin*) (1)

Quelle est la vie des campagnes, une fois le mouvement achevé ?

En 1933, « *on vit instaurer, dans l'immensité des plaines, avec des sentinelles à pied et des gardes à cheval, une surveillance diurne et nocturne inconnue dans les annales de l'agriculture. Il fallut dresser des miradors au-dessus de la mer de seigle, afin d'y poster des guetteurs armés, puis mobiliser encore la jeunesse communiste et même des enfants pour épier la maraude; il fallut interdire l'accès des chemins et sentiers, sauf aux détenteurs du mot de passe. La presse félicita des gamins qui avaient dénoncé leurs vieux parents,* « *perruquiers* » *coupables d'avoir* « *tondu* » *quelques poignées d'épis cachés ensuite au fond d'un seau, recouverts d'herbes ou de fruits.* »

« ...La peine de mort *pour vol s'applique aux larcins dans les champs : un affamé ayant glané quelques épis ou dérobé quelques légumes, produits de son labeur, sera passible de la sentence capitale. De même, par une décision du Comité central, à de vagues délits comme le sabotage des travaux agricoles et toute espèce d'intention de nuire dans le labourage ou l'ensemencement.* »

Paperasserie et parasitisme :

« *Une quantité de décrets contradictoires se succèdent pour imposer le salaire à la tâche et le travail aux pièces dans l'agriculture collective, pour tout réglementer dans les plus infimes détails, fixer les normes et assigner les rendements à obtenir tant des vaches que des hommes et des terres. Par tous les temps, une pluie de circulaires s'abat sur les colkhoz d'où surgit un phénomène social sans précédent, une gigantesque bureaucratie agraire. On évalue dès 1931 à plus de 2.000.000 les fonctionnaires du nouveau* « *secteur socialiste* », *administrateurs, gérants, contrôleurs, brigadiers, commis et employés divers. Les moujiks répartis, eux aussi, en brigades pour exécuter la corvée quotidienne doivent nourrir des légions de parasites qui rognent la part du producteur, supporter d'énormes frais généraux qui grèvent les prix de revient et rendent les bilans déficitaires.* »

Lettres, arts et sciences sous la dictature

« *Dès 1925, Staline a transposé dans l'art et la littérature les méthodes policières en vigueur dans le Parti et dans l'Etat. Il ne visait qu'à contrebattre l'influence prépondérante de Trotski et de trotskistes comme Voronski et Polonski, critiques littéraires et directeurs des principales revues. Pour faire pièce, dans la* Fédération des Ecrivains soviétiques, *au groupe le plus important par la qualité et le prestige de ses membres, l'*Union panrusse des écrivains, *suspecte de quelque indépendance et de certaines sympathies pour la personnalité de Trotski, il n'hésita pas à conférer une autorité factice à l'*Association des écrivains prolétariens *composée pour les neuf dixièmes d'incapables ou de simples cacographes... Les courtisans de l'Association domestiquée par le Parti eurent licence d'imposer au public leurs productions illisibles et de censurer les auteurs les plus éminents. Constitués en brigades pour élucubrer leurs extravagances, les uns décident alors de* « conquérir le pouvoir dans la littérature », *de* « lever des troupes de choc dans la poésie », *de* « tracer la ligne bolcheviste dans la création artistique », *d'* « assurer une vigilance de classe sur le front de l'édition »; *d'autres, prétendus champions de* « l'hégémonie du prolétariat dans l'art », *proclament la nécessité d'un* « plan quinquennal pour la poésie » *et d'un* « Magnitogorsk en littérature ». *Le mot d'ordre est lancé de* « rattraper et dépasser Shakespeare et Tolstoï... »

« *Après l'intervention de Staline sur la* « *contrebande trotskiste* » *dans les travaux d'histoire du Parti, les musiciens prolétariens déclarent :* « A la lumière de la lettre du camarade Staline, de nouvelles et grandes tâches se dressent sur le front musical. A bas le libéralisme pourri par rapport aux résonances bourgeoises et aux théories ennemies de classe ! » *Et ils entreprennent de* « réviser la canonisation des compositeurs du passé, à commencer par Beethoven et Moussorgski ». *La lettre de Staline doit faire* « de chaque orchestre soviétique un lutteur collectif pour le marxisme-léninisme authentique... » *Après la musique, la peinture. Tel critique d'art dénonce un* « *paysage contre-révolutionnaire* », *telle autre obscure et encombrante nullité proscrit Rembrandt et Rubens... Les musées de Moscou s'enrichissent de pancartes explicatives suivant quoi Renoir et Degas représentent le* « *capitalisme pourrissant* »,

La « Production selon un Plan »

Je pourrais arrêter là ma description de la Russie d'aujourd'hui d'après Souvarine. Mais les « amis de l'U.R.S.S » et les milliers de gens touchés par l'innombrable propagande gouvernementale russe me reprocheraient d'oublier *le principal*. A l'instigation des états-majors russes, ce qui séduit ces braves gens ce sont les constructions industrielles de ces dernières années. Seul, disent-ils, un régime socialiste pouvait construire tant et si vite en partant de rien !

Tout en ne donnant pas une grande place à cette question, qui n'est pas la principale, Souvarine répond par des arguments sensés.

1° Il est faux que les bolcheviks soient partis de *rien*. La Russie s'était industrialisée de façon non négligeable avant la révolution;

2° Les progrès industriels en Russie ont toujours été brusques. La Russie passée, comme l'actuelle, s'est toujours industrialisée *par bonds* et *à coups de décrets;*

3° La nouveauté du régime russe et ce qui le rend admirable seraient dans un *Plan de production*. Mais, justement, *il n'y a pas de plan en Russie; il n'y a pas de* « *plan* » *véritable au pays du Plan quinquennal !* Sans cela, comment aurait-on pu vouloir réaliser en quatre ans un *plan* de cinq ans ? Comment, dans l'agriculture, aurait-on pu exécuter en six mois ce qui devait l'être en cinq ans? Le fameux plan n'était pas un *plan*, par une prévision du développement jour par jour ou mois par mois de la vie du pays avec coordination constante entre les diverses activités, c'était une série de programmes maximum à réaliser en cinq ans, puis en quatre, dans les principales branches de la production;

4° Il est incontestable que des usines sont sorties de terre au long de ce formidable effort. Mais les résultats sont-ils « harmoniques et durables »? Les turbines du Dnieprostroï peuvent produire des kilowatts en quantité toute nouvelle pour la Russie et presque pour le monde, mais le pays n'est pas équipé pour les utiliser. Au temps où il était antiindustrialiste, Staline disait que la construction de cette usine équivaudrait à l'achat ruineux d'un phonographe par un moujik ayant plutôt besoin de réparer sa charrue;

5° Il ne faut pas voir dans les résultats obtenus une justification du régime. Sans cela, l'assèchement des marais Pontins serait une justification du fascisme;

6° « Le plan exigeait pour un futur contestable

(1) Voir le début de ce compte rendu dans les n°s 209 et 210.

le sacrifice des générations présentes. » « En définitive il n'a été réalisé que dans la mesure restreinte des prévisions sérieuses et prudentes de ces économistes, techniciens, spécialistes accusés en 1930 de minimiser les rythmes, emprisonnés ou déportés pour sabotage, c'est-à-dire en l'espèce pour crime de clairvoyance. Encore faut-il retrancher de l'inventaire une ample quantité de production avariée et inscrire au passif les capitaux immobilisés, les constructions inachevées, les machines détériorées, les ressources dilapidées, le matériel neuf inutilisé. Au rebours du vrai progrès économique, les acquisitions techniques ont conduit à une destruction de richesses, à l'augmentation des charges et à la dissipation des forces. »

« Staline a sacrifié la consommation à la production, l'agriculture à l'industrie, la campagne déshéritée aux villes tentaculaires, l'industrie légère à l'industrie lourde, la plèbe laborieuse au patriciat bureaucratique, l'homme à la machine, pour aboutir à des anomalies, des disproportions, des résultats non coordonnés qui ne valent jamais les dépenses »;

7° Et c'est certainement le point le plus important : Lénine a pu dire que le *socialisme* c'était « *les soviets plus l'électrification* ». Les « soviets » n'existant plus en dehors du vocabulaire et de la fiction constitutionnelle, on peut dire que Staline a industrialisé la Russie en tournant le dos au socialisme. En ce malheureux pays « *le souvenir même du programme socialiste ou communiste a disparu, hormis des pénitenciers* ».

Le régime knouto-soviétique

Qu'est-ce donc que le régime russe?

C'est un absolutisme que Souvarine appelle « régime knouto-soviétique », drôle d'expression qui dit assez bien ce qu'elle veut dire bien qu'il n'y ait pas plus sous ce régime de knout officiel que de soviets véritables.

Cet absolutisme contemporain a maints traits communs avec ceux qu'a déjà connus la terre russe.

Avec l'absolutisme de Nicolas Ier, tsar de 1825 à 1855, « les similitudes sont si fortes que le recueil des lettres séculaires de Custine vaut d'être consulté comme un des meilleurs ouvrages sur l'éternelle Russie.... où « *le gouvernement domine tout et ne vivifie rien* », où « *tout le monde pense à ce que personne ne dit* », où « *les ridicules du parvenu peuvent exister en masse et devenir l'apanage d'une nation tout entière* » où « *le mal qui se donne pour remède n'a plus de bornes* », où ...« *la défiance réciproque du gouvernement et des sujets fait fuir la joie* », où « *les habitants, pliés à la résignation se forgent une félicité admirative toute composée de privations et de sacrifices* ». Staline a rendu profondément juste la réflexion de l'auteur mis à sa large contribution ici : « *En ce pays la tyrannie avouée serait un progrès.* »

Si tentant cependant, que soit le rapprochement, on aurait tort de dire : la Russie est retombée dans son vieil absolutisme, il n'y a rien de changé!

Si, il y a tout de même du changement; il y des *différences*. Et en voilà *certainement* une : *le despotisme actuel est plus terrible que ceux du passé.*

Le tsarisme n'interdisait tout de même pas de tenter de se soustraire à la tyrannie par l'exil. Mais un décret de juin 1934 prévoit *la peine de mort* pour la « *fuite* » à l'étranger d'un sujet soviétique, qualifiée « trahison de la patrie » et « *désigne toute la famille du déserteur comme otages à emprisonner pour cinq à dix ans s'ils n'ont pas dénoncé leur parent, pour cinq ans s'ils ont ignoré le* « *crime* ».

Et puis, le tsarisme d'avant la guerre était tempéré par la corruption des fonctionnaires et le progrès des idées libérales. Rappelez-vous la quantité de camarades qui s'échappaient de Sibérie. S'en échappe-t-on encore aujourd'hui?... A vrai dire, c'est sûrement sous la monarchie pourrissante que la Russie a connu le plus de liberté, ou si vous préférez la tyrannie la plus faible et inefficace.

Et puis, même aux époques où le tsar avait bien en mains son appareil de domination, *du fait de la technique arriérée*, l'oppression était *bien moindre* que celle d'aujourd'hui.

Quand le seul moyen de transport, pour les hommes comme pour les nouvelles, était le cheval il était permis d'échapper au despote par la distance.

Quand le seul moyen de répression était l'arme individuelle, arme blanche ou fusil, tout rebelle luttait à armes qualitativement égales contre les émissaires du despote.

Aujourd'hui, par le téléphone, les despotes sont partout à la fois. Et comment lutter contre leurs avions de bombardement? (Demandez-le aux manifestants annamites de 1930!) Comment lutter contre leurs auto-mitrailleuses? (Demandez-le aux Syriens de 1919 et 1925!) Comment lutter contre leurs presses?

Le progrès mécanique a multiplié l'efficience des despotismes. Peuples d'Europe et peuples coloniaux en font, en ces années, la terrible expérience.

Les démocrates du début du XIXe siècle se sont bien trompés en croyant que le progrès technique travaille de lui-même pour la liberté humaine... Ce serait d'ailleurs sans doute une autre erreur de penser exactement le contraire, de penser qu'il travaillera toujours et « de plus en plus » contre la liberté de l'individu. Mais dans la phase historique actuelle, il lui est contraire, c'est incontestable. Il y a moins de liberté dans une société où certains hommes peuvent multiplier leur puissance par du travail passé (explosifs et fils télégraphiques sont du travail passé) que dans un groupe dont chaque membre n'a à sa disposition que le travail actuel de ses mains.

Qu'ils veuillent bien réaliser cela ceux qui acceptent avec aisance l'idée des régimes autoritaires, ceux qui acceptent que le socialisme soit selon le mot de Spencer « un esclavage futur »! Cet esclavage *ne sera pas un simple rappel du passé.* Il sera beaucoup plus terrible que ce que l'histoire a déjà produit!... Jetez seulement les yeux sur les conditions matérielles et spirituelles des millions humains, à l'ombre du drapeau rouge, du Pacifique au Rhin! Et ce n'est qu'un commencement. Dès que la guerre éclatera, cet esclavage moderne prendra sa véritable figure.

Pas par hasard !

La Russie stalinienne nous offre donc un triste tableau.

Mais, est-ce *parce que stalinienne?*

Beaucoup de camarades le croient.

Beaucoup de camarades qui ont lutté pour la révolution russe à l'époque héroïque, écœurés de ce qu'est devenu l'objet de leurs espoirs, trouvent une explication simpliste à leur désillusion en maudissant Staline. Tous les trotskistes, en particulier. Et chez eux c'est systématique. Tout était très bien, pensent-ils, dans une très bonne révolution dirigée par le meilleur des partis. Mais un mauvais génie nommé Staline est venu. Et tout est devenu très mauvais.

D'une vue superficielle on pourrait croire que Souvarine partage cette conception vraiment peu matérialiste. Il y a son titre d'abord, et son sous-titre qui pourraient laisser croire que l'homme d'acier est considéré comme le centre de la révolution russe. Et puis, quelque part, il qualifie de « fait essentiel » de la révolution la nomination de Staline au Secrétariat général du parti en 1922.

Par contre, il y a dans le livre des éléments nombreux qui laissent comprendre que ce n'est pas là le fond de la pensée de Souvarine. Au contraire, son ouvrage laisse penser que les choses *ne sont pas arrivées par hasard:* des absences de démocratie monstrueuses qui nous révoltent en 1935 existaient déjà, au moins en germe, au temps de Lénine; Staline et son pouvoir personnel doivent être considérés non pas comme la transformation en plomb bureaucratique de l'or bolchevik mais comme la continuation logique d'une politique qui croyait « *arriver au bien de la liberté par le mal*

de la terreur policière », qui croyait arriver à la liberté par la tyrannie.

Nous sommes quelques-uns à avoir *cru* cela, aussi, en 1918. Or, de la tyrannie n'est sortie que la tyrannie. Nos illusions où se mêlaient la puissance de la foi et l'amour des solutions faciles sont tombées. Reconnaissons-le et *avouons que c'est nous qui avons changé et non pas la révolution russe.* Souvarine ne dit pas cela crûment dans son bouquin car il écrit pour le grand public, en historien et non en militant; mais moi qui m'adresse à des camarades, je le dis.

Tout ce qui nous révolte dans le bolchevisme d'aujourd'hui existait déjà, ou était prévisible, dans le bolchevisme à qui nous donnions notre amour.

Est-ce l'absence de démocratie dans le pays? Mais qui peut croire qu'il y a jamais eu de soviets véritables et que la constitution soviétique a jamais été appliquée? Dès les première années Lénine s'abstenait de la formalité de siéger au Conseil des Commissaires du peuple, nom qui lui avait beaucoup plu au moment de la révolution, par sa sonorité de coup de clairon, mais fonction dont il n'avait jamais pris la réalité au sérieux. Dès 1918, Rosa Luxembourg écrivait : « *Le remède inventé par Lénine et Trotski, la suppression de la démocratie en général, est pire que le mal qu'il prétend guérir.* » Elle prédit aussi : « *Si l'on étouffe la vie politique dans tout le pays, il est fatal que la vie soit de plus en plus paralysée dans les soviets mêmes.* » Hélas! on l'a paralysée bien ailleurs que dans les soviets!... Enfin, cette absence de démocratie dans le pays n'apparaît-elle pas toute naturelle quand on connaît les idées de Lénine sur les ouvriers supérieurs aux paysans (même dans la constitution la représentation des paysans dans les soviets est prévue plus faible que celle des ouvriers) et sur les intellectuels révolutionnaires supérieurs aux ouvriers? (1)

Est-ce l'absence de vie indépendante dans les syndicats? Mais rappelez-vous qu'une des conditions d'adhésion des partis à l'Internationale Communiste était la promesse de lutter pour la subordination des Syndicats au Parti.

Voici un exemple de cette subordination aux beaux jours de notre amour fervent :

« *En 1921, au Congrès des Syndicats où siégeaient* 3.500 *délégués dont seulement 8 social-démocrates, une commission désignée par le Comité Central* du Parti *pour* « *conduire le Congrès* » *dicte la résolution à faire passer par la* « *fraction communiste* », *qui adopte cependant un projet de Riazanov. La commission charge Tomski de défendre sa résolution, mais ce dernier s'en trouve incapable devant la force de résolution qui anime ses camarades. Le Comité Central décide alors de ne pas tolérer le vote, destitue de son propre chef le bureau du Congrès, expédie Tomski au Turkestan et Riazanov à l'étranger, intimide la fraction qu'il contraint de se déjuger sous menace de représailles. Une autre commission spéciale, où figurent Staline et Dzerjinski, experts en répression, inflige un* « *blâme sévère* » *de plus à Tomski exilé. A son retour l'impénitent Riazanov se voit interdire de parler dans aucune réunion et de professer à l'Université.* »

Est-ce la tyrannie des multiples fonctionnaires? Lénine se plaignait déjà que les choses fussent « *si tristes et si répugnantes avec l'appareil d'Etat.* »

Est-ce l'abominable pillage des paysans ? Lénine déplorait déjà les « *abominations de bachi-bouzouks* » des rouges à la campagne.

Est-ce l'absence de vie dans le Parti lui-même soumis à la prééminence du Politbureau? Au 13e Congrès, Boukharine reconnaît que « dans la plupart des cas les élections sont devenues de pures formalités; non seulement les votes se font sans discussion préalable, mais sur la seule question *qui est contre?* Et comme on se met dans un mauvais cas en votant *contre* les autorités, l'affaire est réglée ». « Le régime de la poigne que l'on cultive chez nous n'a rien de commun avec la véritable discipline, dit Kossior au onzième congrès, en 1922. Notre parti charge du bois, balaye les rues et se borne à voter, mais ne décide aucune question. » « Mais la plus dure observation formulée contre l'omnipotence du Politbureau le fut involontairement par Lénine, à l'aide du prosaïque exemple d'un achat de conserves alimentaires propre à révéler la pusillanimité, la routine, la peur des responsabilités de la haute bureaucratie soviétique : « Comment se fait-il que dans la capitale de la République des Soviets, il ait fallu deux enquêtes, l'intervention de Kamenev et de Krassine et un ordre du Politbureau pour acheter des conserves ? »

La situation actuelle est d'ailleurs si peu fortuite qu'elle a été prédite il y a près de trente ans quand Lénine en exil entreprenait d'imposer le régime du « *centralisme démocratique* » (1) au parti qu'il était en train de fonder. Trotski disait que de telles méthodes conduisent à une situation où « *l'organisation du parti se substitue au parti, le Comité Central se substitue à l'organisation et enfin le dictateur se substitue au Comité Central* ». Il prévoit qu'un jour viendra où une seule opinion aura cours dans le parti, celle du sommet. Et il ironise : « *celui qui le nie doit être rejeté, celui qui doute est près de nier; celui qui questionne est près de douter* »... Il ne se doutait pas qu'un jour viendrait où l'on s'en prendrait même à ceux qui ne disent rien, aux « silencieux ».

Quant au vieux Plekhanof, à la même époque, il prédit aux bolcheviks leur évolution vers une situation où « *à la fin des fins tout tournera autour d'un seul homme qui,* ex-providentia, *réunira en lui tous les pouvoirs* ».

L'anticapitalisme n'est pas le socialisme

Avons-nous donc eu tort, en 1918, quand nous avons donné notre adhésion au bolchevisme? Non ! En 1918.

Ceci demande réflexion.

Dans la mesure où nous avons pu croire que c'était un mouvement d'où sortirait la libération des hommes, certainement nous avons eu tort.

Dans la mesure où nous l'avons considéré comme un instrument de subversion de la noblesse et de la bourgeoisie russes, certainement nous avons eu raison : il s'est révélé, en Russie, un instrument de révolution efficace.

Ainsi, à l'expérience (comme d'ailleurs au premier contact, avant que la *foi* marxiste n'ait germé dans le cœur) *révolution anticapitaliste et socialisme apparaissent comme deux choses différentes.*

Le socialisme, la société sans classe dirigeante, la société de dirigeants n'est encore qu'une aspiration. Si elle doit devenir réalité bien des conditions sont *nécessaires* à cette réalisation. Il vaut mieux les envisager que de fermer les yeux en même temps que le poing.

La première condition est la disparition de la bourgeoisie capitaliste. C'est une condition néces-

---

(1) Ce dernier point mérite qu'on s'y arrête. Souvarine cite quelques déclarations du maître caractéristiques.

« L'histoire de tous les pays atteste que *livrée à ses seules forces la classe ouvrière ne peut arriver qu'à la conscience trade-unioniste.* »

« Le développement *spontané* du mouvement ouvrier aboutit *à le subordonner à l'idéologie bourgeoise.* »

...Mais tout n'est pas mauvais dans les idéologies des bourgeois, puisque seuls certains bourgeois arrivent à être vrais socialistes :

« Le porteur de la science n'est pas le prolétariat, mais la catégorie des intellectuels bourgeois : c'est en effet *dans le cerveau de certains individus de cette catégorie qu'est né le socialisme.* »

En conséquence :

« La conscience politique de classe ne peut être apportée à l'ouvrier *que de l'extérieur, de l'extérieur de la lutte économique.* » (Celle-ci est énorme et renferme, avec toute la tyrannie possible, le germe de la nouvelle classe parasite!)

(1) Les deux mots ne jurent-ils pas? L'expression et l'idée paraissent procéder de l'éternelle utopie de la *bonne tyrannie.*

saire. *Mais elle n'est pas suffisante.* Supposons-la seule réalisée. En l'état actuel des choses, cette disparition de la bourgeoisie n'est concevable qu'à la suite d'une guerre civile victorieuse. Or, en l'état actuel de la technique militaire, qui dit guerre victorieuse dit état-major, dit clique dirigeante et oppression. Se figurer que la société de dirigeants peut sortir de la victoire militaire d'un état-major dénommé parti ou autrement, c'est une aspiration pieuse, mais c'est déraisonnable... En souscrivant à cela, en 1917, nous avons opté pour la solution la plus paresseuse.

...Pour que le passage à une société ouvrière sans maîtres soit raisonnablement imaginable, une autre condition que la suppression violente des maîtres est *nécessaire :* c'est que dans les industries, l'influence ouvrière balance l'influence patronale, et pas seulement par la capacité de résistance ou de revendication des ouvriers, mais par leur capacité d'organiser la production et la société (1). Et quand je dis influence ouvrière, je ne veux pas dire l'influence de quelques individus bien doués, issus de familles ouvrières et formant l'état-major de quelque C.G.T., tyrans en perspective — je veux dire l'influence des ouvriers eux-mêmes, des ouvriers de chaque usine. Il faut que les ouvriers *forment une classe* qui égale les autres classes au point de vue cohésion et les dépasse en valeur humaine.

Tant que cette condition ne sera pas réalisée, la société sans classes ne sera pas en vue. Et c'est à cela, c'est à cette augmentation de capacité de la classe ouvrière que nous devons travailler, selon la pure tradition syndicale et même proudhonienne... Travail plus dur et plus long que la guerre et la dictature ! (2)

On a dit très justement que les peuples ont la liberté qu'ils méritent (3). Le socialisme est la vraie liberté. Nous ne pourrons le mériter que par la culture incessante de la dignité, de la vraie fraternité, de la tolérance.

Les chemises uniformes, les poings rituellement levés, les récitals de patronage, la dictature acceptée sont sans doute de bons moyens de guerre, mais, rabaissant l'homme au niveau de pion, alors qu'il faudrait l'élever au rang de souverain, ils ne mènent pas au socialisme, ils lui tournent le dos.

A regarder les choses de sang-froid et à la cruelle lumière de l'expérience bolchevique, *pour les années que nous vivons, la révolution ou les révolutions sont à l'ordre du jour; le socialisme n'y est pas.*

Le capitalisme nous a fait un tel monde que nous sommes vraisemblablement à la veille de quelque vingt ans de carnages dans lesquels il ne sera pas toujours aisé de distinguer ce qui sera « guerre civile » et ce qui sera « guerre étrangère ». Vingt ans pendant lesquels, dans l'identité des méthodes de combat, gauches et droites, rouges et blancs perdront toute différence extérieure. Vingt ans pendant lesquels on va enrégimenter, rabaisser, bureaucratiser, surmener, affamer, empoisonner et massacrer l'homme. La société qui est au bout de ces années-là, la société que nous fera le vainqueur final, je doute qu'elle ait grand'chose de commun avec la société que nous rêvons, avec la société sans classe dirigeante.

Tâchons de limiter la catastrophe !

Alors que tout le monde, pour des raisons grandiloquentes, se détourne du *respect de l'homme,* la petite *R. P.* a un devoir : celui de sauver cette humble idée, condition *sine qua non* du socialisme.

J. PÉRA.

---

(1) A ce moment les syndicats pourront réclamer *le pouvoir,* dans l'usine et dans le pays. Pour l'instant, pour ne pas sortir du domaine des choses vraisemblables, ils doivent chercher à acquérir de *l'influence.*

(2) Sorel avait bien vu ce qu'a de paresseux la solution qui consiste à substituer un parti à la classe, ou plutôt à créer un parti que l'on décrète instrument d'une classe qui n'existe encore que comme vue de l'esprit, qui n'est pas encore « *achevée* ». Le socialisme, dit-il, ne saurait devenir réalité « si la classe révolutionnaire ne possède pas des qualités lui donnant une constitution beaucoup plus achevée que ne fut celle d'aucune des classes connues ». « Les chefs du socialisme, jugeant qu'il serait au-dessus de leurs forces de réaliser une réforme morale si profonde, si mystérieuse et si nouvelle, se contentent d'organiser des partis politiques prolétariens, chose assez facile. » « ...Ils évitent de chercher à approfondir les questions psychologiques, idéologiques et juridiques posées par le passage de la masse prolétarienne à *la classe achevée.* »

(3) Les Anglais ont beaucoup plus de liberté politique que nous. Parce qu'ils sont plus dignes de la liberté. On respecte plus leurs opinions que les nôtres. Parce qu'ils ont, beaucoup plus que nous, le respect des opinions du voisin ou de l'adversaire. On sait que c'est une chose admise, en Angleterre, que quand un homme croit avoir quelque chose à dire aux autres hommes il la dit : il va sur une place ou dans un parc public, grimpe sur une caisse s'il en trouve une et dit ce qu'il a à dire aux gens qui sont là. Philosophie, politique, religion sont ainsi discutées *sur le forum,* par le peuple et devant le peuple. Soit par eux-mêmes, soit par les interruptions qui ne manquent pas, ces petits rassemblements sont la plupart du temps l'occasion de franche rigolade. Mais ils ne sont pas seulement ridicules comme on le croit en France. Ils sont *très instructifs* pour un Français ! Instructifs *par la tolérance profonde qu'ils révèlent dans ce peuple.* Des propagandistes catholiques s'adressent à des protestants. Des admirateurs de la Bible font de l'exégèse devant des anticléricaux. Un anarchiste, un communiste et un simple rigolo tiennent séance à trente mètres l'un de l'autre... Je me souviens d'un jour de septembre 34, ce fameux dimanche où le fascisme anglais devait faire son grand déploiement au cœur de Londres et où, sur la simple initiative des antifascistes individuels, en dehors de toute organisation, il fut complètement dégonflé. Cet après-midi-là donc, dès 2 heures, la foule était dense à Hyde Park. Foule ouvrière et entièrement antifasciste, foule immense. Bien avant que les fascistes n'arrivent, toutes sortes d'orateurs étaient là, formant leurs petits meetings individuels. La plupart ouvriers ou chrétiens, mais aussi des réactionnaires. Parmi ceux-ci, l'un m'a particulièrement frappé. D'allure formidablement hypocrite, orateur d'un club réactionnaire dont il avait accroché la pancarte à son tréteau, il disait aux ouvriers des choses dures, fausses et révoltantes. Les ouvriers, tous antifascistes, l'écoutaient avec colère, hachaient son discours d'interruptions, mais *malgré l'énorme disproportion des forces, la face à claques n'a pas été descendue,* la face à claques a été respectée. Un ouvrier britannique n'use pas de la force contre des arguments, même mauvais et blessants ! J'ai trouvé cela absolument étonnant. Je n'imagine pas une chose pareille en France... Par contre, une des grandes causes de l'impopularité totale du fascisme démontrée ce jour-là était que, dans un meeting fasciste récent, des interruptrices antifascistes avaient été assommées. Procédé latin ou russe que n'admet pas l'ouvrier anglais.

Angleterre, France, Italie ou Russie, échelle de libertés décroissantes. Et de respects de l'homme décroissants.

Le gérant : M. CHAMBELLAND.


L'COOTYPOGRAPHIE, 11, R. DE METZ, COURBEVOIE. TÉL. 280


Vous ne connaissiez pas

la Révolution prolétarienne

REVUE BIMENSUELLE SYNDICALISTE RÉVOLUTIONNAIRE

« L'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes. »

Lisez les **numéros de propagande** que nous vous envoyons gratuitement.

Nous sommes des syndicalistes révolutionnaires, et nous voulons la RENAISSANCE DU SYNDICALISME d'action et d'indépendance qui faisait, avant la guerre, la force de la C.G.T.

Nous défendons l'UNITÉ SYNDICALE, indispensable contre le fascisme et contre la guerre.

Ni parlementarisme, ni fascisme, Tout le Pouvoir aux Travailleurs !

Tout le Pouvoir au Syndicat !

Si notre mouvement ne vous intéresse pas, écrivez-nous d'arrêter nos envois.

S'il vous intéresse, **abonnez-vous sans tarder !**

(Conditions d'abonnement d'autre part).

A lire :

HENRY POULAILLE

LE PAIN QUOTIDIEN

(1903-1906)

Un volume : **15** FRANCS (Grasset)



Les Damnés de la Terre

(1906-1910)

Un volume : **18** FRANCS (Grasset)

RAPPEL : Ils étaient quatre. — Ames neuves. — L'Enfantement de la Paix. — Charlie Chaplin. — Le Train fou. — Nouvel Age littéraire.

A PARAITRE : Le Feu sacré (1911-1915).

LIBRAIRIE DE "L'ECOLE ÉMANCIPÉE" - SAUMUR (Maine-et-Loire)

Vient de paraître :

GILBERT SERRET

Le Problème agraire et paysan devant le Corps enseignant

Les masses rurales, sans l'appui desquelles rien de solide ni de durable ne pourra être réalisé dans le sens de la libération des travailleurs, risquent fort d'évoluer vers le fascisme si nous n'y prenons garde ; l'Eglise, les syndicats agraires et les politiciens réactionnaires déploient une activité fébrile en vue d'exploiter à leurs fins le mécontentement et la misère qui sévissent présentement dans les campagnes.

La Fédération des Syndicats de l'Enseignement laïque, soucieuse a la fois de barrer la route au fascisme, d'empêcher la guerre, d'enrayer la crise et d'engager le prolétariat sur la voie de sa libération définitive, avait mis à l'ordre du jour de son congrès d'août dernier la question de la paysannerie et de la crise agraire ; c'est l'étude présentée par le rapporteur général, G. Serret, qui constitue la matière de cette brochure.

Une forte brochure : Prix 1 fr. 50